

L'INSTRUCTION
EN U.R.S.S.
SA STRUCTURE
ET SON ÉCONOMIE

V. JAMINE

L'instruction en U.R.S.S.: sa structure et son économie

*Editions de l'Agence de presse Novosti
Moscou — 1973*

Les problèmes du développement de l'instruction publique acquièrent une importance croissante dans le monde contemporain. On peut d'ores et déjà constater que les projets mis en route dans le cadre du Programme expérimental mondial d'alphabétisation de l'UNESCO commencent à donner des résultats probants. Dans les pays où cette action a pris le plus d'ampleur, les chiffres sont éloquentes : 64 800 adultes scolarisés en Inde en 1970-1971, 55 000 en Iran, 40 000 au Mali, 20 000 en Tanzanie. De 25 000 en septembre 1969 (date du début de la réalisation d'une douzaine de ces projets), les effectifs scolarisés sont passés à plus de 235 000 en 1972.*

Depuis 1950, le nombre des adultes sachant lire et écrire avait augmenté de 600 millions, leur accroissement devançant la poussée démographique. En effet, au cours des dix dernières années, le niveau de l'analphabétisme a baissé même dans les régions où le nombre d'illettrés est le plus

* *Le Courrier de l'UNESCO*, février 1972, p. 33.

élevé : Asie, Afrique, Amérique latine, pays arabes.

En Amérique latine, on réussit à rabattre la vague: le taux de l'analphabétisme y a été réduit de plus du quart. Pour la première fois et contrairement à la tendance mondiale, le nombre des illettrés y avait diminué en chiffre absolu.

A l'heure actuelle, selon les statistiques de l'UNESCO, le taux d'analphabètes dans le monde est tombé à 34,3 % (50 % en 1950 et 40 % en 1960).

Or, d'autres chiffres donnent matière à réflexion. Comme l'attestent les derniers recensements, le nombre total des illettrés de notre planète demeure très élevé, soit 783 millions.

On a beau constater la baisse du taux de l'analphabétisme en Afrique ou dans les pays arabes : les personnes ne sachant ni lire ni écrire n'en constituent pas moins près de 73,7 % de la population adulte.

Même selon les prévisions les plus optimistes, le nombre des analphabètes ne sera pas moins de 650 millions (15 % environ de la population mondiale) d'ici trente ans. Tout porte à croire que le problème de l'analphabétisme ne sera pas résolu au cours de ce siècle.

Il ne pourra l'être que dans le cadre d'un vaste mouvement culturel, étroitement lié à la démocratisation générale de l'ensemble des conditions de vie, en mobilisant les efforts et les moyens matériels des Etats et de toutes les organisations économiques et sociales.

L'U.R.S.S. possède une grande expérience du développement de l'instruction à différentes étapes de l'édification communiste.

Les résolutions du XXIV^e Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique posent la tâche d'élever avec persévérance le niveau d'instruction et de qualification des travailleurs ; d'achever le passage à l'instruction secondaire générale de la jeunesse, de prendre les mesures nécessaires à la formation des ouvriers et agents techniques hautement qualifiés ainsi qu'au recyclage des cadres, en raison de l'introduction de techniques nouvelles et du perfectionnement de la production.

C'est précisément pour cela que l'opinion publique mondiale s'intéresse toujours plus à l'expérience soviétique.

CHAPITRE I

L'instruction publique * en U.R.S.S. et le caractère planifié de son développement

Les principes fondamentaux de l'organisation du système de l'instruction publique en U.R.S.S.

En Russie tsariste, c'est-à-dire jusqu'en 1917, 71,6% des personnes âgées de 9 à 49 ans étaient illettrées. Chez de nombreux peuples des régions périphériques du pays, l'analphabétisme était total. Dans son article « A propos de la politique du Ministère de l'Instruction publique », Lénine écrivait : « Ainsi, les enfants d'âge scolaire sont 22%, et les élèves 4,70%, c'est-à-dire *presque cinq fois moins*. Il ne reste pas en Europe un seul pays, excepté la Russie, qui soit si barbare et dans lequel les masses du peuple soient à tel

* Ici comme par la suite, le mot « instruction » est pris au sens large du terme englobant l'instruction générale, technique professionnelle, supérieure et secondaire spécialisée.

point *frustrées* sous le rapport de l'instruction, de la lumière et du savoir. » *

Le retard culturel de la Russie fut une des causes qui freinait l'essor économique.

Aujourd'hui, à la lumière des événements historiques révolus, la profondeur et la justesse de l'enseignement léniniste sur l'édification d'un régime social nouveau, socialiste, ressortent tout particulièrement. L'élaboration des problèmes de la révolution culturelle en corrélation étroite avec la création de la base économique du socialisme est une composante de cet enseignement.

Ce lien étroit entre le développement de l'économie, de la science et de la culture est un principe méthodologique important de l'approche léniniste des problèmes de l'instruction. Dans son ouvrage « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », Lénine constatait que sa tâche essentielle consistait à relever les forces productives, à panser les plaies causées par la guerre impérialiste, la spéculation et les tentatives de la bourgeoisie de renverser le pouvoir soviétique, à aborder l'édification du socialisme. Lénine voyait la solution du problème dans l'essor de la grande industrie et un accroissement notable du rendement du travail. En même temps, dans son article « Sur notre révolution », il indiquait : « Si, pour créer le socialisme, il faut avoir atteint un niveau de culture déterminé (encore que personne ne puisse dire exactement quel est ce « niveau de culture » déterminé, car il diffère dans chacun des Etats occidentaux), pourquoi ne commencerions-nous pas d'abord par conquérir révolutionnairement les conditions préalables de

* V. Lénine. Œuvres, t. 19, p. 139.

ce niveau déterminé pour, *ensuite*, forts d'un pouvoir ouvrier et paysan et du régime soviétique, nous mettre en mouvement et rejoindre les autres peuples ? » *

Pour réaliser avec succès les tâches posées, il jugeait nécessaire d'élever le niveau d'instruction et de culture des masses populaires.

Lénine a constaté plus d'une fois la nécessité, pour les jeunes, d'assimiler les connaissances accumulées par l'humanité, de savoir distinguer « ... ce que l'ancienne école avait de mauvais et ce qu'elle avait d'utile pour nous, et il faut savoir en extraire ce qui est indispensable pour le communisme ». ** Dans son rapport « Succès et difficultés du pouvoir des Soviets », il soulignait la nécessité de « prendre toute la culture laissée par le capitalisme et bâtir avec elle le socialisme ». *** Ces idées fondamentales de Lénine sur la révolution culturelle ont été adoptées et mises en pratique par le P.C.U.S.

Déjà avant la Révolution d'Octobre, le parti communiste avait élaboré les points essentiels de son programme dans l'instruction. Ils ont été révélés avec éclat dans les « Textes pour la révision du programme du Parti » écrits par Lénine en avril-mai 1917. La politique du parti dans le domaine de la culture et de l'instruction fut exposée d'une façon exhaustive dans le Programme du P.C.(b) de Russie, adopté au VIII^e Congrès en 1919 et, de nos jours, dans le Programme du P.C.U.S., adopté en 1961 au XXII^e Congrès. Le parti avance à l'instruction comme objectif

* V. Lénine. Œuvres, t. 33, p. 492.

** V. Lénine. Œuvres, t. 31, p. 295.

*** *Idem.*, t. 29, p. 67.

essentiel de créer un système d'éducation communiste de la génération montante, depuis le préscolaire jusqu'à l'instruction supérieure.

Plus de 100 nationalités et ethnies vivaient dans la Russie d'avant la révolution et dont la majorité étaient presque totalement analphabètes. Beaucoup d'ethnies de l'Extrême-Nord, du Nord-Est, d'Asie Centrale et de certaines autres régions n'avaient même pas leur alphabet. Avant la révolution, l'enseignement secondaire et supérieur n'était accessible qu'aux représentants des classes dominantes, aux riches.

La Grande Révolution socialiste d'Octobre mit fin aux privilèges des riches dans le domaine de l'instruction en faisant des acquisitions scientifiques, artistiques et culturelles le patrimoine des masses populaires. A l'heure actuelle, un habitant sur trois, en U.R.S.S., fait des études. Tous les peuples du pays ont accès à la culture et à l'instruction grâce à un vaste réseau d'écoles et d'établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécialisé. Plus de 40 nationalités ont créé leur écriture sous le pouvoir des Soviets. Un bond en avant gigantesque a été fait dans le développement de l'instruction des peuples des républiques d'Asie Centrale, de Transcaucasie et du Kazakhstan. Avant la révolution, il n'y avait pas une seule école supérieure en Ouzbékistan et au Kazakhstan. La Kirghizie, le Tadjikistan et le Turkménistan ne possédaient même pas d'établissement d'enseignement secondaire spécialisé. Or, à présent, on les compte par dizaines et centaines. Prenons, par exemple, le Tadjikistan. Avant la révolution, il ne possédait qu'une dizaine d'écoles dites russo-indigènes avec 369 élèves. Le nombre de personnes sachant lire et

écrire ne dépassait guère 2,5 % de la population. Ce n'est pas un hasard si l'hebdomadaire *Vestnik Prosvechtchénia* (Le messager de l'enseignement) écrivait en 1906 qu'au rythme où en allait l'instruction il faudrait 2 600 ans pour alphabétiser l'Asie Centrale.

Le pouvoir des Soviets n'eut besoin que de quelques dizaines d'années pour que le Tadjikistan, ancienne région périphérique arriérée de la Russie tsariste, se transforme, au sein de la famille fraternelle des peuples de l'U.R.S.S., en une république d'avant-garde, couverte d'un réseau dense d'écoles, de collèges techniques et d'instituts.

En parlant des grands succès de ces républiques dans son rapport consacré au 50^e anniversaire de la fondation de l'U.R.S.S., le Secrétaire général du C.C. du P.C.U.S. L. Brejnev a dit :

« Les résultats du développement culturel du Kazakhstan et des républiques d'Asie Centrale sont tout aussi spectaculaires. On y a pratiquement éliminé l'analphabétisme. Près de la moitié de la population de chacune de ces républiques a reçu une instruction secondaire (école de 10 ans ou de 8 ans) ou supérieure. A elle seule, la R.S.S. d'Ouzbékistan emploie aujourd'hui plus de spécialistes ayant fait des études supérieures et secondaires spécialisées qu'il n'y en avait dans l'économie nationale de toute l'Union Soviétique vers la fin des années 20. La science s'est développée et renforcée : des milliers de savants effectuent un travail fructueux dans les académies de ces républiques.

Dans le monde capitaliste, des réalisations bien plus modestes sont souvent qualifiées de « miracles ». Mais, dans ce qui a eu lieu en Asie

Centrale soviétique et au Kazakhstan soviétique, nous autres, communistes, ne voyons rien de surnaturel. C'est pour ainsi dire un miracle naturel, naturel étant donné le pouvoir soviétique, le socialisme, les relations d'amitié et de fraternité des peuples qui se sont affirmées dans notre pays. »

Aussitôt après l'instauration du pouvoir soviétique, on s'attacha à démocratiser la culture dans le pays. Un nouveau système de gestion des établissements culturels fut créé ainsi qu'une administration unique chargée de l'éducation des jeunes dans l'esprit des idéaux communistes. Les écoles primaires, secondaires et supérieures, les internats, les pensionnats, les établissements d'enseignement général et spécialisé, les établissements préscolaires et extrascolaires d'Etat, publics ou privés relevaient désormais du Commissariat du peuple à l'Instruction publique. Les actes législatifs sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat et celle de l'Ecole et de l'Eglise eurent une grande importance. L'immixtion de l'Eglise dans les affaires de l'école fut totalement et définitivement éliminée.

Ayant aboli la division en états sociaux, le pouvoir des Soviets ouvrit les portes des écoles et des établissements culturels à tous les travailleurs, indépendamment de la situation sociale, de la nationalité, de la confession et du sexe.

Aux premières années du pouvoir soviétique, on annula les lois qui consacraient l'inégalité de la femme dans le domaine du droit matrimonial et de la législation du travail aussi bien que dans celui de l'instruction et de la culture.

« ... Pas un seul Etat, pas une seule législation démocratique n'a fait pour la femme la moitié

de ce qu'a fait le pouvoir soviétique dès les premiers mois de son existence », * constatait Lénine.

Dès le printemps de 1918, tous les établissements d'enseignement furent déclarés mixtes. Les portes des écoles supérieures et secondaires spécialisées furent ouvertes aux femmes. Grâce aux grands efforts du parti et de l'Etat soviétique, les femmes ont atteint un niveau d'instruction élevé. Selon le recensement de 1970, en U.R.S.S., 99,7 % des femmes et 99,8 % des hommes étaient lettrés. La possibilité de s'instruire fut un des éléments décisifs qui a assuré l'égalité politique et économique de la femme, participant activement à l'édification de la vie nouvelle dans tous les domaines de l'économie et de la culture.

Avec l'abolition du régime d'oppression nationale de l'ancienne Russie, des conditions furent créées pour que tous les peuples puissent développer leur culture nationale, assurer à leurs enfants une instruction dans la langue maternelle. Reposant sur les principes de l'internationalisme authentique, l'école soviétique resserre l'amitié des peuples, éduque la génération montante dans l'esprit de l'amitié et de la fraternité indissolubles entre les peuples de l'U.R.S.S., du rapprochement des cultures des nations socialistes. En cela réside son grand mérite.

A l'heure actuelle, l'enseignement est dispensé en 56 langues des peuples de l'U.R.S.S. Conformément à la législation scolaire en vigueur dans les républiques fédérées, chaque élève est libre de choisir la langue de l'enseignement.

L'introduction de l'enseignement obligatoire général et polytechnique gratuit (comprenant

* V. Lénine. Œuvres, t. 30, p. 37.

la connaissance théorique et pratique des principales branches de la production), dispensé à tous les enfants des deux sexes, jusqu'à l'âge de 17 ans, l'application des principes du programme unique combinant l'instruction et le travail à la production, la large extension de la formation professionnelle à partir de 17 ans, l'accès à l'école supérieure pour ceux qui veulent y faire leurs études, et, en premier lieu, pour les jeunes ouvriers et paysans, a été une des thèses importantes du programme de développement de l'école soviétique.

La gratuité de la scolarité et l'attribution des bourses aux élèves des facultés ouvrières des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécialisé ont donné la possibilité aux enfants des larges masses de travailleurs de faire des études supérieures.

Même de nos jours, les travailleurs des pays capitalistes ont des possibilités très limitées pour poursuivre leurs études, et surtout supérieures.

Ainsi au Portugal, où l'on embauche les enfants de 7 à 9 ans, des milliers de petits garçons et de petites filles sont contraints d'arrêter leurs études pour gagner leur pain.

En Espagne, 85 % des enfants des ouvriers et des paysans n'ont pas la possibilité de fréquenter l'école secondaire.

Malgré tous les efforts pour redorer son blason, l'école secondaire des Etats-Unis est incapable de surmonter ses profondes tares organiques. Les bas salaires des professeurs, l'insuffisance des crédits affectés aux écoles subventionnées par l'Etat rendent difficiles les études des enfants et les conditions de travail des enseignants. En outre, le système d'enseignement aux U.S.A. re-

vêt un caractère discriminatoire pour les minorités raciales et les déshérités. Les enfants de ces couches de la population grandissent pour la plupart dans des conditions humiliant la dignité humaine, qui ne stimulent guère la soif de s'instruire. Ne fût-ce qu'à cause de cela, les études leur réussissent moins bien qu'aux enfants des familles de Blancs et de riches. Les écoles sont incapables d'assurer des chances égales. Bien plus. Selon l'amère constatation du professeur en pédagogie californien John Goodlad, elles se sont transformées en des machines de triage qui colent d'avance des étiquettes aux vainqueurs et aux vaincus. En général, les futurs vainqueurs sont Blancs et riches, alors que l'échec attend le « pauvre, noir, mulâtre ou rouge ». La trieuse va bon train et, durant les études, le décalage s'accroît entre les enfants des couches sociales supérieures et inférieures. Seul un nombre infime d'enfants de couleur ou pauvres sont admis dans un collège. 5,5 % seulement des élèves américains sont issus de familles dont les revenus sont à l'échelon inférieur.

Dès les premières années du pouvoir des Soviétiques, une des tâches majeures de l'instruction publique consista à supprimer l'héritage honteux du passé qu'était l'analphabétisme des larges masses. Car sans cela, l'essor économique et culturel était impensable.

En décembre 1919, le Conseil des Commissaires du peuple publia un décret signé par V. Lénine « Sur l'alphabétisation de la population en Fédération de Russie », aux termes duquel tous les illettrés âgés de 8 à 50 ans étaient tenus d'apprendre à lire et à écrire en russe ou dans leur langue maternelle selon le désir de chacun.

Afin d'éliminer l'analphabétisme, on fit largement appel aux forces publiques et à l'initiative. On recherchait sur place les fonds nécessaires en faisant appel aux ressources budgétaires locales, des coopératives, etc.

La création de la société bénévole «A bas l'analphabétisme» en 1923, à laquelle adhérèrent Lénine, Gorki, Lounatcharski, Maïakovski, ainsi que d'autres personnalités marquantes du monde de la science et de la culture, fut un jalon important dans la lutte pour l'alphabétisation. M. Kalinine, «le doyen de l'Union Soviétique», en assumait la présidence.

Les grandes difficultés liées à l'alphabétisation de la population de l'U.R.S.S. provenaient dans une grande mesure de ce qu'il fallait créer un alphabet pour de nombreuses ethnies.

Au cours de la révolution culturelle, non seulement une écriture fut élaborée pour les peuples qui n'en possédaient pas mais on perfectionna aussi celles qui existaient pour les rendre plus accessibles aux masses.

Ce fut le peuple russe qui donna l'exemple. Déjà en décembre 1917, le Commissariat du peuple à l'Instruction publique annonça l'introduction d'une orthographe russe nouvelle, décision qui fut entérinée en octobre 1918 par un décret du Conseil des Commissaires du peuple.

Prenant exemple sur les Russes, d'autres peuples ont procédé à la réforme de leur écriture, principalement ceux qui utilisaient l'alphabet arabe (Azerbaïdjanais, Kazakhs, Tatares, Ouzbeks, etc.).

La création des nouvelles écritures nationales, les progrès linguistiques des ethnies jadis anal-

phabètes et arriérées ont grandement facilité leur accès à la culture moderne.

L'Etat soviétique a toujours assigné des crédits importants à la réalisation des grandes tâches du développement et du perfectionnement du système d'instruction. C'est ainsi qu'en 1971, le budget de l'instruction et de la science a atteint 26 milliards de roubles. Le tableau suivant montre la progression des dépenses pour divers genres d'instruction.

Crédits alloués par le budget de l'Etat * au développement, à la formation des cadres et à la recherche en U.R.S.S. (en millions de roubles.) **

Enseignement	1940	1960	1969	1970
Instruction (total)	2 136	7 992	17 425	18 226
Enseignement général (primaire et secondaire)	1 159	4 581	10 365	10 749
Enseignement supérieur	273	1 076	2 070	2 188
Enseignement secondaire spécialisé (collèges techniques)	189	516	1 164	1 221
Enseignement professionnel et technique	—	600	1 226	1 313
Recherche	113	2 314	5 834	6 543

* Les dépenses réelles sont beaucoup plus grandes si l'on tient compte des autres sources de financement : institutions d'Etat, coopératives, syndicats, entreprises, kolkhozes, sovkhozes, etc.

** *L'économie nationale de l'U.R.S.S. en 1970. Statistiques*, pp. 733-734, Moscou 1971.

On voit aisément que les dépenses à l'instruction augmentent non seulement en chiffre absolu, mais aussi par habitant. Si, en 1940, les dépenses moyennes à l'instruction générale étaient de 10 roubles par habitant, en 1950, elles étaient déjà de 17 roubles et en 1970 de 82 roubles 56 kopecks.

De grands crédits sont assignés à la construction et à l'équipement des écoles et d'autres établissements scolaires. Grâce à cela, le pays dispose actuellement d'une puissante base matérielle et technique et d'un corps enseignant qui est en mesure de mener à bien les tâches complexes qui lui incombent.

En 1932, l'instruction primaire obligatoire (4 ans) fut introduite partout en U.R.S.S.; en 1952, celle de sept ans et en 1962, celle de huit ans. Depuis 1966, on réalise le passage à l'enseignement secondaire complet obligatoire (dix ans) pour tous les jeunes. Dès 1971, plus des deux tiers des écoliers, ayant fait huit années d'études, les avaient poursuivies soit en neuvième année de la même école d'enseignement secondaire général, soit dans d'autres établissements du même type.

Les Directives du XXIV^e Congrès du P.C.U.S. se posent comme tâche de parachever en 1975 le passage à l'enseignement secondaire obligatoire.

A l'étape actuelle, l'école soviétique d'instruction générale est appelée à apprendre aux enfants les principes des sciences humaines, naturelles et techniques nécessaires au développement harmonieux de l'homme. Elle donne une bonne instruction, inculque aux élèves l'ardeur au travail et la soif du savoir. Outre les leçons d'apprentissage dans l'atelier de leur école, les écoliers soviétiques accomplissent également des travaux pratiques dans les entreprises, sur un

chantier, dans les champs des kolkhozes et des sovkhozes. Ce travail d'utilité publique est un excellent moyen d'éducation physique et morale des enfants, les aide à trouver la juste orientation professionnelle.

A l'heure actuelle, l'Union Soviétique est un pays sans analphabètes. Plus de 65 % de la population active a une instruction supérieure et secondaire (cycle long ou court). En 1970, on comptait en U.R.S.S. 10 900 000 personnes ayant une instruction supérieure (cycle long ou court); 13 400 000 — une instruction secondaire spécialisée; 23 400 000 personnes ayant fait leurs études secondaires générales (10 ans) et 47 300 000 — des études secondaires incomplètes (7-8 ans). Actuellement, plus de 80 millions de Soviétiques (jeunes et adultes) étudient, ce qui signifie un citoyen sur trois (exception faite pour les élèves des établissements préscolaires).

Pour le nombre de personnes ayant leur instruction supérieure ou secondaire spécialisée ainsi que d'ingénieurs, l'Union Soviétique a devancé n'importe quel pays capitaliste, y compris les Etats-Unis. 2 500 000 ingénieurs, 2 600 000 enseignants, 927 000 chercheurs, 674 000 médecins travaillent en U.R.S.S.

Il est à noter que le nombre de spécialistes s'accroît non seulement dans la production matérielle, mais aussi dans les services publics (santé publique, enseignement et autres sphères). Cette augmentation témoigne de l'amélioration des services publics, elle est un important élément du mieux-être des Soviétiques.

L'U.R.S.S. occupe une place prépondérante dans le développement de la science. Au cours des dix dernières années, le nombre de ses cher-

cheurs a augmenté de 2,6 fois. A l'heure actuelle, un savant sur quatre dans le monde est un Soviétique.

Ainsi, un des résultats sociaux et politiques les plus importants du développement de l'Union Soviétique consiste dans la création d'un puissant potentiel intellectuel, si l'on peut s'exprimer ainsi, c'est-à-dire dans la formation d'une immense cohorte de cadres qualifiés d'ouvriers, de kolkhoziens, d'ingénieurs, de techniciens, d'enseignants, de personnel médical, d'artistes, de scientifiques, etc., qui réalisent le programme grandiose de l'édification communiste.

La signification sociale et économique du passage à l'enseignement secondaire général

Le progrès scientifique et technique moderne exige un niveau d'instruction et une qualification toujours plus élevés des travailleurs. Les changements révolutionnaires intervenus dans la base technique et organisationnelle de la production matérielle impliquent la création de nouvelles branches et domaines d'activité, de nouvelles professions et spécialités, des modifications dans la composition, le caractère et le niveau de qualification de la main-d'œuvre et dans les fonctions des ouvriers.

Desservir les équipements modernes dans le cadre de l'organisation moderne de la production est un labeur au contenu plus complexe, autrement dit plus qualifié que par le passé. Dans le Rapport d'activité du Comité central au XXIV^e Congrès du P.C.U.S., Léonide Brejnev, Secrétaire général du Comité central du P.C.U.S., a appré-

cié comme suit le rôle de l'instruction et de la qualification des travailleurs:

« La production moderne présente des exigences rapidement croissantes non pas seulement aux machines, au matériel, mais avant tout aux travailleurs eux-mêmes, à ceux qui créent ces machines et se servent de ce matériel. Pour des couches laborieuses de plus en plus larges, les connaissances spéciales, un niveau professionnel élevé, la culture générale deviennent une condition indispensable d'un bon travail. » *

En régime socialiste, l'instruction a une double fonction sociale. Premièrement, elle assure le développement harmonieux de l'individu, la formation de la conception du monde communiste. Deuxièmement, elle contribue directement à l'accélération du rythme de l'essor économique, à l'augmentation de l'efficacité de la production, étant elle-même un moyen de perfectionnement constant des rapports sociaux et économiques. D'après les calculs effectués par l'auteur de cet ouvrage, 27 à 30 % de l'accroissement annuel du revenu national sont assurés actuellement par une productivité accrue du travail en raison de l'élévation du niveau d'instruction et de la qualification des travailleurs.

La production moderne est la plus effective grâce à la spécialisation, qui aboutit à une différenciation de l'activité de l'homme. En même temps, le progrès technique exige des ouvriers un savoir-faire et des connaissances polyvalentes. Ce processus, contradictoire en apparence, aboutit au besoin croissant d'un travail universel, de l'élargissement du tour d'horizon intellectuel de

* *Le XXIV^e Congrès du P.C.U.S.*, Editions de l'APN, Moscou 1971, p. 72.

ceux qui sont occupés dans la production.

Le travail dans l'industrie et dans l'agriculture se rapproche de plus en plus du travail de l'ingénieur, du technicien, de l'agronome ou du zootechnicien.

Grâce au perfectionnement de la production, à l'élévation du niveau de qualification des travailleurs dû à son tour à l'élévation du niveau de leur instruction générale et professionnelle, le processus d'aplanissement des différences entre le travail intellectuel et manuel se poursuit.

La qualification toujours plus élevée des travailleurs va de pair avec le renforcement du principe créateur dans leur travail, déterminé par la nature des rapports de production socialistes.

L'attitude créatrice envers le travail: les progrès dans les inventions et la rationalisation, dans l'émulation socialiste, liée aux différentes formes de la création scientifique et technique, tout cela contribue à son tour au perfectionnement des instruments de travail, de la technologie, à l'amélioration du tiers secteur.

Dans les conditions de la production moderne, l'orientation professionnelle de l'ouvrier s'élargit. Contrairement au travail à la chaîne, le maniement des machines et systèmes automatisés exige la connaissance non pas d'une, mais de plusieurs machines-outils et technologies. L'ouvrier qui dessert une machine-outil, une machine-transfert ou un dispositif qui comprend un ensemble d'opérations diverses, doit avoir de vastes connaissances. Le processus unissant le travail intellectuel et manuel de l'ouvrier se traduit par le fait que ses fonctions professionnelles alternent avec une activité créatrice qui est proche de celle de l'ingénieur.

Comme nous l'avons constaté plus haut, à présent, l'efficacité de la production moderne dépend directement du développement général des connaissances et de la qualification des travailleurs. Les recherches ont prouvé que les travailleurs industriels et agricoles doivent avoir un niveau d'instruction générale, technique et professionnelle élevé. Il a été établi, par exemple, que pour 90 % environ des spécialités dans la sidérurgie et 80 % dans les constructions mécaniques, il faut posséder actuellement une instruction secondaire générale ou spécialisée.

Organisation, gestion et planification de l'instruction en U.R.S.S.

La gestion de tous les secteurs de l'enseignement repose, en U.R.S.S., sur le principe léniniste du centralisme démocratique. La nécessité de la centralisation est dictée par un des principes les plus importants de l'instruction: l'unité de l'enseignement et de l'éducation de la jeunesse du pays tout entier. En effet, il est impossible d'assurer la continuité dans l'enseignement sans observer strictement les mêmes normes dans les programmes et la méthode, dans l'appréciation des connaissances. Quant à la planification et à la gestion de l'instruction publique, leur centralisation est déterminée aussi par le fait qu'en U.R.S.S., la base matérielle des établissements d'enseignement et de l'organisation des études est une partie de la propriété du peuple, de l'économie nationale, gérée et planifiée par la voie centralisée.

C'est pourquoi, en Union Soviétique, l'activité des écoles, des collèges techniques et des universités est planifiée. La planification, qui implique un haut degré de centralisation, marque de son sceau toute l'activité des organismes de l'instruction, depuis la définition du type d'établissements d'enseignement, des formes d'instruction, des effectifs jusqu'au plan d'études. Cependant, le centralisme démocratique suppose aussi le développement de l'initiative sur les lieux, tant dans la gestion que dans la planification.

L'activité des organismes de l'instruction est orientée par le parti communiste et l'Etat soviétique, qui définissent les tâches principales posées à l'instruction publique à chaque période de son développement.

Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. et les ministères et comités des républiques fédérées sont responsables de la gestion de l'instruction.

Le ministère fédéral-républicain * de l'Instruction publique répond de l'enseignement secondaire général et obligatoire (de 8 et de 10 ans), ainsi que des établissements préscolaires pour les moins de 7 ans.

Le Comité d'Etat du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. pour l'enseignement technique professionnel s'occupe de la formation des ouvriers professionnels qualifiés.

Le ministère fédéral-républicain de l'enseignement supérieur et secondaire spécialisé assure la

* Le ministère fédéral-républicain assure la direction centralisée de l'instruction publique à l'échelle nationale avec la gestion souveraine de l'instruction dans chaque république fédérée (par l'intermédiaire des ministères correspondants).

formation des spécialistes diplômés de formation supérieure et secondaire.

Ces organismes de gestion élaborent les programmes généraux, les plans d'études et autres matériaux, contrôlent les organismes de gestion et les établissements d'enseignement dans les républiques, les territoires et les régions, veillent à la formation et au recyclage des enseignants. Ils élaborent les méthodes de tous les établissements d'enseignement relevant des départements.

Au cours de ces dernières années, le ministère de l'Enseignement supérieur et secondaire spécialisé accorde une grande attention au développement de la recherche dans les établissements d'enseignement. Des centres de recherche spéciaux ont été créés à cet effet. Ils étudient les méthodes, s'occupent du perfectionnement du processus d'études, de l'élaboration des programmes et d'autres problèmes.

Une Académie des sciences pédagogiques existe près le ministère de l'Instruction publique de l'U.R.S.S. Elle groupe les centres de recherche et les laboratoires qui se penchent sur les problèmes de l'enseignement. Il y a aussi le Comité d'Etat chargé de la formation technique professionnelle, un institut de recherche spécial qui se consacre aux problèmes de l'enseignement technique professionnel.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et secondaire spécialisé dispose à son tour d'un réseau de centres de recherches et laboratoires.

Planification de l'instruction

Le plan du développement de l'instruction en U.R.S.S. est une partie intégrante du plan uni de

l'économie nationale. Il est élaboré en étroite corrélation avec les autres composantes: le plan du placement des jeunes, les plans des grands travaux et du budget d'Etat. Les organes locaux du pouvoir, des ministères, des départements et des organisations sociales participent à l'élaboration des plans de développement de différents types d'enseignement.

Le plan du développement de l'instruction secondaire générale (appelé communément «plan de développement de l'instruction») est mis au point par tous les organes locaux du pouvoir, les organismes de planification et les départements dont relèvent les établissements d'enseignement.

On élabore: un plan par catégorie d'établissements (écoles, jardins d'enfants, maisons d'enfants); un autre par territoires (districts, régions, républiques) et enfin un troisième pour l'ensemble de l'instruction en U.R.S.S.

Dans chaque district, le plan général de développement de l'économie locale et de la culture comprend obligatoirement les plans de développement des écoles primaires et secondaires de huit et de dix ans, des jardins d'enfants, des terrains de jeux et cours pour adultes; les plans des grands travaux et le plan financier.

A l'échelon régional, le plan de développement de l'économie et de la culture prévoit un éventail d'indices plus large: les mesures à prendre pour éliminer, par exemple, le roulement des classes dans les écoles des villes, le développement des écoles de plein air pour enfants à santé délicate, l'extension du réseau d'établissements extra-scolaires, l'organisation du repos des enfants et des adolescents pendant les vacances d'été, la balance

des cadres pédagogiques, l'équipement scolaire, etc.

Les plans de développement de l'instruction des républiques fédérées sont élaborés par régions avec les mêmes indices.

Tous ces plans sont mis au point conjointement par les organismes de planification et les départements de l'instruction publique des districts, régions et républiques. Le plan général pour l'ensemble du pays est élaboré par le ministère de l'Instruction publique de l'U.R.S.S. et le Gosplan de l'U.R.S.S. (le plan d'Etat).

La prévision de l'évolution de la scolarisation qui permet de calculer les besoins en locaux et cadres pédagogiques est l'indice de base du plan de développement de l'enseignement.

La scolarité étant obligatoire pour les enfants de 7 à 16 ans, il faut donc tenir compte du facteur démographique, pour établir le plan des effectifs à scolariser, c'est-à-dire de l'évolution des effectifs des classes d'âge.

Aussi tous les plans de développement de l'instruction doivent-ils être entérinés par les organes locaux du pouvoir à l'échelon du district et de la région et, à l'échelon républicain, par le gouvernement de la république.

Le passage à l'enseignement secondaire général pose à la planification de l'instruction de nouveaux problèmes spécifiques : répartition et construction de locaux, organisation de nouvelles écoles secondaires de 10 ans, formation d'enseignants pour les neuvièmes et dixièmes années, etc.

Quant à la planification de l'enseignement technique professionnel, elle commence par les entreprises et services sur place en vue d'établir les besoins en main-d'œuvre qualifiée. Le projet

définitif du plan est élaboré au Comité d'Etat pour l'enseignement technique professionnel et ses organismes sur les lieux. Ce plan est fondé sur les calculs des besoins supplémentaires en main-d'œuvre qualifiée.

Ces calculs prennent en considération l'accroissement du nombre de travailleurs et les pertes à combler (maladies, décès, retraites, service militaire, études, etc.) ; les dimensions et la structure du matériel, l'extension de la production, la productivité du travail, les tendances du développement du progrès technique et d'autres facteurs ayant trait à la structure des cadres pour une période donnée. A ces fins, on procède à l'analyse de la documentation des machines, de la main-d'œuvre (par profession), des données des statistiques sur le développement et la mise en route d'équipements nouveaux, la mécanisation et l'automation de la production.

Le besoin en main-d'œuvre qualifiée pour l'agriculture est établi, lui aussi, à partir des données sur le nombre et la structure des tracteurs et des autres machines des kolkhozes et des sovkhoses, leur accroissement numérique, le roulement du travail par équipes, les normes existantes, etc.

Le plan doit prévoir la satisfaction complète des besoins en main-d'œuvre qualifiée supplémentaire, compte tenu de la combinaison rationnelle de tous les modes et moyens de formation (écoles techniques professionnelles, apprentissage en usine et cours divers).

La formation de la main-d'œuvre qualifiée est planifiée d'ordinaire à l'échelle régionale ou de république fédérée, compte tenu, avant tout, du besoin en force ouvrière des entreprises, chan-

tiers et organisations existant sur le territoire du district, de la région ou de la république donnés.

Dans certains cas, les écoles professionnelles d'une région forment des effectifs pour les entreprises et organisations des autres régions. Ainsi, pour accélérer la mise en service de certaines grandes entreprises en construction, les plans de développement de l'économie des régions et républiques indiquent quelles écoles professionnelles, quels collèges techniques et entreprises préparent des ouvriers qualifiés pour ces chantiers.

Le plan général de développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. n'entérine pour chaque république fédérée que le nombre d'élèves à admettre dans les écoles techniques professionnelles.

La planification de la formation de la main-d'œuvre qualifiée comprend également l'orientation, compte tenu du niveau d'instruction générale, des exigences de qualification, des délais et des formes d'enseignement, etc.

La planification de l'enseignement supérieur et secondaire spécialisé se pose comme objectifs d'assurer la formation d'un personnel diplômé de qualification supérieure et secondaire, en nombre suffisant qui sera nécessaire dans l'avenir dans toutes les branches de l'économie nationale, de la culture et de la science; de resserrer au maximum les liens entre les établissements d'enseignement et la production, la pratique de l'édification communiste; de perfectionner les activités dans la recherche, les études, les méthodes; d'élargir la base matérielle et technique des établissements d'enseignement.

La planification de la formation des spécialistes diplômés s'appuie sur l'étude des besoins

à long terme de l'économie nationale. On tient compte des besoins généraux et supplémentaires en effectifs. Les premiers portent sur le nombre de spécialistes nécessaires à l'économie nationale dans son ensemble. Les besoins supplémentaires portent sur la proportion de diplômés relative à chaque spécialité, pour une période donnée.

Il est extrêmement important d'établir correctement le rapport entre les postes prévus pour les cadres de formation supérieure et secondaire. En 1960, ce rapport était de 1:2-3. A présent, il s'agit d'augmenter le nombre des spécialistes de formation secondaire de façon à ce que ce rapport ne soit jamais inférieur à 1:3-4.

Les calculs concernant les besoins en spécialistes tiennent compte du nombre de postes pour spécialistes diplômés prévus dans les plans généraux de développement de l'économie nationale, de la culture et de la science.

Le nombre total des diplômés parmi les travailleurs de chaque branche de l'économie et de la culture est établi sur la base des données statistiques d'un certain nombre d'années révolues, et du début de la période planifiée. On prend en considération les rythmes d'évolution de cette branche, ses tendances et sa nécessité conditionnée par le progrès technique.

Les données statistiques des dernières années attestent que le taux des ingénieurs, techniciens et autres spécialistes diplômés travaillant dans l'industrie, le bâtiment, l'agriculture et les autres branches de la vie économique et culturelle ne cesse d'augmenter. A l'heure actuelle, la part du travail des spécialistes diplômés constitue 12% en moyenne pour l'industrie; pour certaines branches ce taux est de près de 30%, tandis que

pour l'enseignement, la santé publique, la recherche et la gestion d'Etat, il est de l'ordre de 40 à 50 %.

Dans les pays socialistes, le problème consiste à planifier avec précision et souplesse l'utilisation de la réserve de main-d'œuvre et notamment celle des employés, des ingénieurs et des techniciens. L'élimination du chômage ne signifie pas pour autant la suppression du problème de l'emploi. Pour la société socialiste, qui a formé des spécialistes ou en disposait déjà, il s'agit de les utiliser de la façon la plus judicieuse, de leur offrir un emploi et des conditions favorables qui puissent révéler le mieux possible les capacités de chacun.

Il s'agit aussi de trouver la combinaison la plus judicieuse des différentes formes d'enseignement (cours du jour, du soir, par correspondance), la répartition la plus rationnelle et la meilleure spécialisation de chaque établissement, pour accroître l'efficacité des immenses crédits alloués par l'Etat au développement de l'instruction.

L'élaboration des plans de développement de tous les secteurs de l'enseignement repose actuellement sur le principe de l'unité absolue de leurs formes, indices et méthodes de calcul par tous les ministères, départements, républiques, régions et districts de l'U.R.S.S. Le Gosplan et le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. fixent les délais de la présentation et de l'approbation des plans.

A l'échelon des républiques fédérées, les projets des plans de chaque type d'enseignement sont élaborés par tous leurs ministères et départements dont relèvent les établissements d'enseignement. A leur tour, les Gosplans des républiques fédérées, se basant sur ces projets, tracent les

plans généraux d'instruction par républiques. Les propositions des républiques fédérées sont examinées en fonction du type d'enseignement par le ministère de l'Instruction publique de l'U.R.S.S., le ministère de l'Enseignement supérieur et secondaire spécialisé de l'U.R.S.S., le Comité d'Etat pour l'enseignement technique et professionnel et le Gosplan de l'U.R.S.S.

Les chiffres de base du plan sont entérinés par le Conseil des ministres de l'U.R.S.S.

Ainsi, en U.R.S.S., l'élaboration des plans de l'instruction publique commence au niveau de l'établissement d'enseignement de district, de région et de république. Ensuite, après les amendements des ministères, des départements et du Gosplan, ils sont soumis à l'approbation du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. qui, par les mêmes échelons, les porte à la connaissance de chaque établissement.

Répartition des diplômés

On ne comprend pas toujours correctement dans les pays capitalistes le système soviétique de la répartition des diplômés, et c'est pourquoi on le dénature souvent. Il convient donc d'éclairer ce problème.

On prête une grande attention en U.R.S.S. à la répartition judicieuse des jeunes diplômés de qualification supérieure et secondaire, ce qui est l'aboutissement logique de la planification de la formation des effectifs.

La société socialiste affecte des crédits immenses à la formation des spécialistes, elle octroie une bourse aux étudiants consciencieux, et compte sur leur travail dans les branches de

l'économie et les régions du pays prévues d'avance. Aussi, aux termes de la législation soviétique, les jeunes diplômés des établissements d'enseignement à cours réguliers (c'est-à-dire à temps plein, en quittant l'emploi) sont-ils tenus d'exercer pendant trois ans au moins leur nouveau métier là où l'exigent les intérêts de l'Etat. A noter toutefois que les jeunes diplômés ont la possibilité de choisir le lieu de leur futur travail parmi les propositions qui figurent dans la liste des demandes prévues pour l'école en question. Au bout de trois ans, chaque spécialiste peut changer d'emploi à son gré. Certains étudiants sont dispensés de la répartition obligatoire de ces trois années pour des raisons de santé ou des raisons de famille (vieux parents à charge, etc.) ainsi que les diplômés des cours du soir ou par correspondance.

Les ministères et départements dont relèvent des établissements d'enseignement communiquent chaque année au Gosplan de l'U.R.S.S. les données (au 1^{er} juillet de l'année en cours) sur le nombre d'étudiants de chaque spécialité qui achèvent leurs études. En même temps, les ministères et départements par branche déposent au Gosplan de l'U.R.S.S. leurs demandes relatives au nombre nécessaire de jeunes diplômés de chaque spécialité.

Après l'analyse des données reçues et compte tenu des objectifs du plan général de développement de l'économie nationale, le Gosplan procède aux calculs nécessaires ainsi qu'à la répartition préalable dont les résultats sont communiqués aux ministères et administrations intéressés et à chaque établissement d'enseignement supérieur ou secondaire spécialisé.

Une commission spéciale nommée par le ministère ou le département dont relève l'établissement donné s'occupe de la répartition des jeunes spécialistes (à titre individuel). Cette commission est composée d'ordinaire du directeur de l'établissement (qui en assume la présidence), des représentants des ministères, à la disposition desquels sont mis les jeunes diplômés, et des organisations sociales (y compris celles des étudiants) de l'établissement donné.

En général, le lieu de l'emploi des jeunes spécialistes est porté à leur connaissance un an avant la fin de leurs études. Ils passent leur stage dans les entreprises et les établissements où ils travailleront.

Le jeune spécialiste prend obligatoirement connaissance des conditions du travail qu'on lui offre. En outre, il peut choisir parmi les emplois proposés.

Au moment de son affectation au travail, chaque diplômé a droit à un mois de congé payé. Le voyage gratuit pour sa famille et lui jusqu'au lieu de travail et le logement sont garantis. L'Etat se charge ainsi des frais entraînés par le déménagement du jeune spécialiste et son installation sur son nouveau lieu de travail. Autre détail extrêmement important: la loi interdit aux directeurs des entreprises et des établissements de licencier les jeunes diplômés au cours des trois premières années de leur travail (c'est-à-dire tant qu'ils n'ont pas acquis l'expérience nécessaire) et de les utiliser dans une spécialité qui n'est pas de leur ressort.

CHAPITRE II

Les problèmes économiques du passage à l'instruction secondaire générale

L'essor social et économique et les exigences de l'éducation communiste impliquent le passage à l'instruction secondaire générale de tous les jeunes.

Il est constaté dans la décision du Comité central du P.C.U.S. et du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. datant de juin 1972 sur « L'achèvement du passage à l'instruction secondaire générale des jeunes et sur le développement de l'école d'enseignement général », * que toutes les conditions requises sont en voie de création dans le pays pour parachever le passage à l'instruction secondaire complète, ce qui est une condition importante du développement social, politique et économique de la société soviétique dans la voie du communisme, de la conscience socialiste et de la culture croissantes des travailleurs. La décision mentionne la nécessité de continuer à perfectionner l'enseignement et l'éducation de la génération

* *La Pravda* du 25 juin 1972.

montante, d'élever le niveau de travail de l'école d'enseignement général.

C'est là une tâche complexe étant donné qu'il ne s'agit pas d'une forme d'enseignement, mais de plusieurs.

En U.R.S.S., l'instruction secondaire générale est dispensée par trois types d'établissements : l'école d'enseignement général y compris les écoles du soir de la jeunesse ouvrière; les établissements d'enseignement secondaire spécialisé (collèges techniques); les écoles techniques professionnelles où la durée d'études est de 3 à 4 ans.

Cette bifurcation après huit années d'études suppose avant tout l'introduction dans toutes les écoles secondaires spécialisées et les écoles techniques professionnelles, la combinaison scientifiquement argumentée de l'instruction générale et de la formation professionnelle et technique qui donne un minimum de connaissances obligatoires sans lesquelles il n'y a pas d'instruction secondaire générale.

Dans le cadre de l'instruction secondaire générale, l'école d'enseignement général est le maillon décisif. Aussi l'analyserons-nous en premier lieu.

L'instruction secondaire générale

En U.R.S.S., le système de l'éducation et de l'enseignement comprend un large réseau d'établissements préscolaires et extra-scolaires: 83 100 crèches et jardins d'enfants (avec plus de 8 millions d'enfants âgés de quelques mois à 7 ans), des dizaines de milliers de palais des pionniers et des écoliers, centres de jeunes techniciens, chemins de fer et flottilles pour enfants, parcs, stades, colonies de vacances, etc.

Tous ces établissements se trouvent sous la gestion ou sous le contrôle des organismes de l'instruction publique ; ils effectuent un travail divers pour des dizaines de millions d'enfants, les préparant aux classes, les aidant à développer leurs dons naturels, et à acquérir des connaissances nouvelles. Ces établissements apportent une aide inestimable à l'école d'enseignement général. Cette éducation est utile à la famille et à la société.

L'Etat, les syndicats et les départements assument la quasi-totalité des dépenses. Dans la seule année 1970, 2 600 millions de roubles du budget de l'Etat ont été dépensés pour les jardins d'enfants.

Au cours de l'année scolaire 1970-1971, on comptait en U.R.S.S. 190 000 écoles de tous types fréquentées par 49 373 000 élèves. Parmi les écoles d'enseignement général, les plus nombreuses (74 600) étaient les primaires (de la 1^{re} à la 4^e année inclus). Les écoles secondaires à cycle court (jusqu'à la 8^e année inclus) étaient au nombre de 53 800. Dans la plupart des cas, l'école secondaire à cycle court comprend l'école primaire, c'est-à-dire, les classes de la première à la huitième année. Les écoles secondaires à cycle long (de dix années) étaient au nombre de 44 200.

Outre les écoles secondaires d'enseignement général, il existe en Union Soviétique des écoles spécialisées : de musique, des arts appliqués, des langues étrangères, de mathématiques, de physique, etc., où les enfants reçoivent une préparation plus approfondie dans la discipline choisie.

Des écoles de plein air sont ouvertes pour les enfants de santé faible et il existe des écoles pour

enfants inadaptés.

Du point de vue économique, les dépenses par élève varient considérablement selon l'école. Ainsi, dans les écoles d'enseignement général, elles atteignent 123 roubles par an en moyenne. Une dépense annuelle de près de 52 roubles par élève s'y ajoute dans les écoles avec étude surveillée où les écoliers déjeunent, se reposent et font leurs devoirs sous la surveillance d'un moniteur.

Mentionnons encore l'école-internat où les élèves font leurs études, sont logés, nourris, vêtus. Dépense par an et par élève : 690 roubles (sans compter l'apport assez insignifiant des parents (13 à 15 %)).

Des internats sont également ouverts auprès des écoles pour les enfants qui habitent loin, ce qui entraîne forcément une dépense supplémentaire de 126 roubles par enfant et par an (personnel, repas gratuits, literie, équipement, etc.).

Il existe en outre un réseau de maisons d'enfants pour les orphelins. Ils vont à l'école la plus proche et sont à la charge entière de l'Etat. Coût total : 1 145 roubles par an et par enfant.

L'instruction d'un élève de l'école de la jeunesse ouvrière coûte à l'Etat 94 roubles par an en moyenne et 64 roubles dans les écoles par correspondance.

Les chiffres cités ne concernent que les dépenses budgétaires assignées à l'enseignement. Au total, les sommes allouées par l'économie nationale sont beaucoup plus importantes. En effet, pour tous les types d'écoles, le montant des dépenses de l'économie nationale dépasse de 38 % en moyenne celui des crédits budgétaires par élève. Car, les dépenses entraînées par l'instruc-

tion dans les écoles de la jeunesse ouvrière comprennent aussi les avantages accordés à ces élèves: 36 journées de travail chômées par an avec versement de 50 % du salaire moyen; congés supplémentaires intégralement payés de 8 journées de travail pour les élèves de 8^e et de 20 journées de travail pour ceux des classes terminales. Aussi, les dépenses supplémentaires constituent-elles 72 roubles par élève dans les écoles de la jeunesse ouvrière; 51 roubles dans les écoles de la jeunesse rurale et 62 roubles dans les écoles par correspondance. Il en résulte que les dépenses à l'éducation dans les écoles de la jeunesse ouvrière dépassent de 22 % celles des écoles générales alors qu'elles sont presque les mêmes dans les écoles de la jeunesse rurale et par correspondance.

Or, étant donné qu'en U.R.S.S., le nombre des petites localités reste encore assez important, il faut conserver un réseau assez dense d'écoles de 8 ans et primaires pour mener à bien l'instruction secondaire générale. Ces écoles, assez nombreuses et judicieusement réparties, ne sont jamais situées loin des habitations de la grande majorité de leurs élèves. Ceci assure en même temps une répartition rationnelle des écoles secondaires à cycle long ayant un nombre de classes suffisant.

Elles sont beaucoup moins nombreuses que les écoles de 8 ans.

La structure du réseau scolaire diffère selon la république. Ainsi, le nombre des écoles primaires est assez réduit en Arménie, Moldavie, Ouzbékistan, Turkménie, Lettonie, alors qu'elles sont en majorité en Lituanie, en Biélorussie et en Fédération de Russie. Le nombre d'élèves

de certains types d'écoles n'est pas le même non plus dans les républiques. Ce qui distingue les écoles de différentes régions, c'est aussi l'importance de leurs effectifs.

Pour ce qui est du réseau d'écoles là où la densité de la population est plus ou moins uniforme, le plus judicieux est de diviser les districts en périmètres d'écoles primaires et d'écoles secondaires de 8 et 10 ans.

Le rayon d'accessibilité, c'est-à-dire la distance qui sépare l'école du domicile des élèves, sera plus courte pour les écoles primaires, plus grande pour les écoles de 8 ans et davantage encore pour les écoles secondaires à cycle long.

Grâce à cette division en districts scolaires, on crée un système de répartition d'écoles pratique pour tous les enfants et qui leur permet de suivre le cycle d'enseignement établi.

Formation des enseignants

L'instituteur est la figure principale qui assure la bonne marche du processus d'études.

L'Union Soviétique dispose d'un vaste réseau d'écoles supérieures pédagogiques qui forment les cadres pour les écoles secondaires.

Au cours de l'année d'études 1970-1971, on comptait en U.R.S.S. 268 écoles supérieures, y compris les universités, avec 1 375 700 étudiants et 543 établissements d'enseignement secondaire pédagogique spécialisé avec 367 500 étudiants.

En 1970-1971, parmi le personnel enseignant des écoles secondaires générales, 52,7 % possédaient un diplôme d'études supérieures, 12 % avaient une instruction supérieure inachevée (deux années), 26,9 %, une instruction pédago-

gique secondaire et 7,8% une instruction secondaire spécialisée (non pédagogique) et secondaire générale.

2 600 000 enseignants exercent leurs fonctions dans les écoles d'enseignement général de tous types. Ils ont de larges possibilités de recyclage.

En établissant le plan de formation des cadres pédagogiques on tient compte, principalement, des perspectives de développement de l'instruction publique et de ses besoins croissants en effectifs.

Les chiffres de base des calculs respectifs sont : le nombre de classes, de leçons prévues par le plan d'études et le taux de la charge normale de l'instituteur.

Malgré l'augmentation numérique et le niveau d'instruction toujours plus élevé du corps enseignant, beaucoup d'écoles, et surtout à la campagne, manquent encore de professeurs de langue et littérature russe (pour les écoles non russes), de physique, de mathématiques, de langues vivantes, etc.

Un rôle important dans le recyclage du corps enseignant revient aux cours du soir et par correspondance près les écoles supérieures pédagogiques. Il existe en outre beaucoup d'autres formes de perfectionnement des connaissances : cours d'été et annuels (avec interruption ou sans quitter l'emploi), colloques, études autodidactiques, etc.

Les centres de perfectionnement qui organisent chaque année le recyclage de 15 à 20% des enseignants assurent la direction méthodique de ces activités. Selon les nouveaux plans d'études, on introduit graduellement l'enseignement par disciplines à partir de la quatrième

année, ce qui implique le recyclage d'une grande partie des instituteurs nécessité également par l'introduction des nouveaux programmes.

Programme d'études

La décision du Comité central du P.C.U.S. et du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. en date du 10 novembre 1966 indique qu'il faut introduire de nouveaux programmes et plans d'études qui sont scientifiquement argumentés et qui doivent contribuer au perfectionnement de l'instruction secondaire, à la stabilisation de l'ensemble des activités éducatives, et à la réalisation conséquente des principes de l'enseignement polytechnique et de l'éducation par le travail. « En outre, est-il dit dans la décision, le contenu de l'enseignement doit répondre aux impératifs du développement de la science, de la technique et de la culture ; il faut assurer la continuité dans l'étude des principes de la science, répartir plus judicieusement les matières par années d'études, introduire l'enseignement systématique des principes des sciences à partir de la quatrième année d'études, ne pas surcharger les élèves avec les « devoirs ». L'introduction systématique et graduelle des nouveaux programmes et plans d'études a commencé en 1966-1967 et doit s'achever au cours de ce quinquennat.

Le nouveau plan d'études type ainsi que les programmes ont été élaborés par l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. et l'Académie des sciences pédagogiques de l'U.R.S.S. Ces programmes reposent sur le principe linéaire contrairement aux précédents qui s'inspiraient du principe des

cycles concentriques. Auparavant, dans les grandes classes, on récapitulait la discipline sans l'enrichir d'une façon substantielle en données nouvelles. Aussi la matière était-elle parfois dépassée et sa répétition faisait perdre tout intérêt aux élèves. Le nouveau système élimine ces répétitions, ce qui donne une économie de temps. On s'est appliqué également à éliminer certaines données à caractère plutôt illustratif et que l'élève peut trouver dans les ouvrages de référence à la portée de chacun. L'étude systématique des mathématiques et de la langue maternelle commence en 4^e année, ce qui donne également une économie de temps dont profitent ceux des classes terminales pour étudier les derniers acquis, scientifiques et techniques.

Conformément au plan d'études, un programme est mis au point, pour chaque discipline, basé chacun sur les principes essentiels de la didactique : caractère éducatif de l'enseignement ; caractère conscient et actif de l'éducation ; caractère systématique et conséquent de la présentation de la matière ; unité de la théorie et de la pratique ; de l'éducation et du développement ; conformité du contenu de l'enseignement au niveau des élèves ; unité des méthodes et corrélation des matières ; succession de tous les degrés de l'enseignement.

On peut parler d'une unité de la structure de tous les programmes de l'école soviétique. Chacun comprend le but et les tâches de l'étude de la matière, son importance scientifique, les particularités du cours donné, l'énumération des thèmes avec mention, pour chacun, du temps réservé à son étude (heures de classe et préparation des devoirs).

Dans l'instruction et l'éducation des élèves du primaire, un grand rôle revient aux sciences naturelles, matière nouvellement introduite et consacrée à l'étude des réalités environnantes si familières aux enfants : la nature et le travail des hommes. L'étude du pays natal, la connaissance de ses richesses naturelles et de son économie contribuent au resserrement des liens entre l'école et la vie.

A son tour, le programme de l'initiation au travail a joué lui aussi un rôle de premier ordre dans la réorganisation du primaire. Ce programme comprend les sections suivantes : arts ménagers ; travaux agricoles (culture des plantes) ; modelage (argile, pâte à modeler) ; travail avec papier et carton ; modélisme technique ; travail d'utilité publique dans la mesure des forces de chacun sur le terrain attenant à l'école, à l'atelier d'apprentissage, etc.

Dans le cadre de l'initiation au travail, les élèves assimilent les éléments des connaissances techniques et acquièrent un certain savoir-faire manuel indispensable pour effectuer des travaux peu compliqués.

L'instruction en 5^e-8^e années contribue elle aussi à resserrer les liens entre l'enseignement et la vie, la pratique de l'édification socialiste. Comme dans le primaire, le programme du russe s'y distingue par son orientation pratique. La diction, la prononciation et la lecture expressive y occupent une place en vue. L'enseignement de l'histoire a été lui aussi sensiblement amélioré. Ainsi, un cours élémentaire de l'histoire de l'U.R.S.S. avait été introduit dans les 7^e et 8^e années, il apprend aux élèves les jalons essentiels des transformations sociales et politi-

ques intervenues en U.R.S.S. ainsi que des éléments de l'histoire mondiale moderne et contemporaine. Les nouveaux programmes aident les élèves à se faire une conception scientifique des lois de l'évolution de la société sous la forme qui leur est accessible.

Les programmes de mathématiques réservent une grande place à la pratique des calculs. Ceux de dessin technique prévoient un large éventail de connaissances pratiques nécessaires pour pouvoir lire et composer une esquisse ou le dessin technique d'une pièce de machine, se débrouiller dans un dessin d'assemblage peu compliqué.

Les programmes de l'école de 8 ans comprennent des cours de chimie et de physique élémentaires, importants dans le cadre de l'enseignement polytechnique.

En étudiant la biologie, les élèves acquièrent des connaissances systématiques sur les principes de la science biologique, sur l'utilisation rationnelle des richesses naturelles, la protection de l'environnement, etc. Le cours de géographie comprend une section consacrée à la vie et à l'activité économique des populations, aux acquisitions économiques et culturelles du pays.

L'initiation au travail doit préparer les élèves à la vie laborieuse, les armer de connaissances techniques générales, révéler les penchants pour choisir consciencieusement les vocations. Aux termes du programme, les élèves sont initiés par des procédés appropriés aux rudiments de la mécanisation à l'automation et à l'électrification de la production industrielle.

Le système de l'enseignement dans l'école secondaire de 10 ans est fondé sur les connais-

sances acquises à l'école de 8 ans. Le programme du cycle bio-mathématiques permet aux élèves de découvrir les bases scientifiques de la production. En étudiant les principes de la biologie, la physique, la chimie, les élèves prennent conscience du caractère matériel du monde objectif, des liens réciproques et des rapports de cause à effet entre les phénomènes de la nature.

Les nouveaux programmes éliminent le décalage qui existait entre l'enseignement de l'arithmétique et de l'algèbre. Les élèves des grandes classes sont initiés aux principes de l'analyse mathématique, à certains éléments de la théorie de la probabilité, aux principes du fonctionnement des ordinateurs. Le programme de physique prévoit une étude plus approfondie des problèmes de la radio-électronique, de la théorie de l'oscillation et des processus ondulatoires, des principes de la théorie de la relativité, de la structure de l'atome et du noyau atomique. Des changements appropriés ont été apportés aussi aux cours de chimie, de biologie, etc.

Le cours d'histoire doit former chez les élèves des grandes classes une conception scientifique des lois de l'évolution de la société. Le cours de géographie économique permet de mieux connaître les principaux problèmes de l'économie de l'Union Soviétique et des autres pays.

Les nouveaux programmes prévoient dans les 7^e, 8^e, 9^e et 10^e années d'études l'introduction de cours facultatifs adaptés aux goûts, dons et penchants individuels des élèves. Les plans d'études des 7^e et 8^e années y assignent trois leçons par semaine, ceux des 9^e et 10^e — six. Le plan d'études type prévoit pour les quatre classes

terminales un total de 18 heures de cours facultatifs par semaine.

Ces cours sont destinés à une étude plus approfondie des matières scolaires; il s'agit soit d'études supplémentaires d'un chapitre de la matière respective, soit de la création de classes et même d'écoles spécialisées : mathématiques, biologiques, chimiques, physiques, des sciences humaines, etc. Les programmes des cours facultatifs sont introduits comme suit : de russe en 7^e et 8^e ; de littérature, de mathématiques, de physique, chimie et langues étrangères en 8^e, 9^e et 10^e, d'histoire en 9^e et 10^e, de géographie et de biologie en 8^e.

Si le nombre des élèves désirant approfondir leurs connaissances dans une discipline donnée est suffisant et stable, des classes spéciales peuvent être ouvertes. Quant aux écoles spécialisées (mathématiques, langues étrangères, etc.), ces établissements ne sont organisés que dans les grandes agglomérations où le nombre des écoles secondaires est assez important.

Ces cours choisis par les élèves eux-mêmes sont un moyen donnant la possibilité de mettre l'enseignement scolaire au pas des dernières acquisitions de la science, de la technique et de la culture et de mieux mettre en valeur les particularités locales de chaque école. Les cours facultatifs permettent de modifier et de compléter le contenu de l'enseignement, sans pour autant modifier le plan d'études, des programmes ou des manuels du cours obligatoire.

Parmi les tâches et l'enseignement polytechnique il faut citer celle qui doit faire connaître aux élèves les principales branches de la production agricole et industrielle moderne, les ini-

tier au travail productif dans les entreprises et sur les champs des kolkhozes et sovkhozes, les préparer à acquérir une aptitude professionnelle.

Il y a certes de nombreux éléments communs dans les modalités de l'enseignement des matières techniques et spéciales dans les écoles des villes et des villages, mais il y a aussi des différences considérables.

Dans les écoles des villes où les matières techniques sont enseignées dans le cadre de l'apprentissage, on étudie les machines et l'électrotechnique, en rattachant ces études aux sections correspondantes des mathématiques, de physique, de chimie et du dessin technique. Dans les écoles rurales, la formation professionnelle, dispensée dans le cadre du même cours, porte sur la culture des plantes, l'élevage, les machines agricoles, l'électrotechnique et l'organisation de la production au kolkhoze.

Ajoutons, enfin, que dans le cadre des horaires prévus par le plan d'études pour chaque classe et compte tenu des conditions locales, des modifications peuvent être apportées aux plans et programmes par les sections de territoire et régionales de l'instruction en accord avec les ministères de l'instruction publique des républiques fédérées.

L'expérience des dernières années a confirmé la vitalité du principe de base de la réorganisation de l'enseignement : le resserrement des liens entre l'instruction, l'éducation et la vie, le travail, la pratique de l'édification communiste. L'orientation pratique des connaissances des travailleurs s'est notablement accrue, leur attitude est devenue plus consciente envers le travail.

Aspects économiques et pédagogiques

Les objectifs sociaux et politiques de l'enseignement impliquent une analyse approfondie de la situation, du point de vue économique. Cela concerne avant tout le réseau scolaire de chaque région et district, la répartition des élèves par établissements sur un territoire donné.

En vertu de nombreux facteurs économiques, la répartition des écoles doit être conçue en étroit contact avec le plan de développement économique de la région. Les facteurs dont il faut tenir compte sont : le volume des dépenses des différents types d'écoles et formes d'enseignement ; les tendances générales de la perspective du développement et de la répartition des forces productives ; de l'unité administrative donnée pour la période prévue par le plan à long terme ; l'accroissement éventuel de la densité de la population (agrandissement de certaines localités, regroupement des bourgs, apparition de villes et cités ouvrières nouvelles, extension des agglomérations déjà existantes, etc.). Notons que la densité et la répartition de la population découlent des conditions géographiques et économiques. Dans les régions boisées, la rareté de la population et la dispersion des localités sont dues aux grands massifs forestiers ; dans les régions des steppes, aux sables et terrains salifères, dans les régions du Nord-Ouest aux marécages et aux forêts, etc. Autres facteurs importants : le réseau routier et les perspectives de son amélioration, à l'état et aux perspectives des transports en commun.

Afin d'éviter les dépenses peu productives, on

donne la préférence aux écoles à plusieurs classes parallèles.

Dans les écoles à faible effectif un instituteur enseigne à 2 et parfois 3 classes. Cependant, si bien qu'il travaille son rendement ne peut pas être aussi bon que s'il a une seule classe. Le grand nombre des petites localités rurales crée des difficultés dans la répartition des élèves par classes et par écoles. Les agglomérations plus ou moins grandes possèdent en principe leurs écoles, alors que pour les très petites localités il s'agit de grouper des écoles pour plusieurs villages et bourgs qui assureraient les conditions les plus rationnelles de scolarisation, ainsi que leur répartition par classes la plus adéquate du point de vue pédagogique et financier.

En étudiant la courbe de progression du contingent scolaire et celle du réseau des établissements d'enseignement général au cours de la dernière décennie, on constate que depuis 1960-1961 la tendance est à l'augmentation de l'effectif moyen et à la réduction du nombre des écoles à faible effectif, le nombre de ces dernières ayant baissé de 110 100 en 1960-1961 à 74 500 en 1970-1971. En même temps, on remarque une légère diminution du nombre des écoles de 8 ans (de 59 800 à 53 800) et une forte progression du nombre des écoles secondaires (10 ans) : 29 200 en 1960-1961 et 44 200 en 1970-1971.*

Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. a adopté une résolution selon laquelle les Conseils des

* *L'économie nationale de l'U.R.S.S. en 1970. Statistiques, 1971, p. 628.*

ministres des républiques fédérées et autonomes et les Comités exécutifs des Soviets des députés des travailleurs des régions et territoires doivent améliorer la base matérielle des écoles dans chaque district rural, élargir le réseau des internats auprès de ces écoles, perfectionner le ramassage scolaire, assurer une répartition des écoles plus judicieuse et l'augmentation de l'effectif moyen de chacune.

La construction de locaux scolaires a toujours eu une grande ampleur en U.R.S.S. Le passage à l'enseignement secondaire général et obligatoire implique le perfectionnement du réseau scolaire, la réduction du nombre des petites écoles primaires et de 8 ans et la construction d'écoles secondaires. Dans la seule année 1970, 2 050 écoles ont été construites par l'Etat pour 1 100 000 élèves.

Beaucoup d'autres sont construites par les kolkhozes et les organisations sociales. Pour donner une idée de l'ampleur de ces initiatives, il suffit de dire qu'avec leurs propres moyens les kolkhozes assurent annuellement la mise en service de locaux scolaires d'une capacité totale de 500 000 places. Aussi le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. a-t-il prescrit au Gosplan de l'U.R.S.S. et au Comité d'Etat de l'Equipement d'affecter des matériaux et de l'équipement pour les locaux scolaires que font construire les kolkhozes et autres organisations locales, au même titre que pour les écoles construites par l'Etat.

Les centres de recherches scientifiques et les bureaux d'études élaborent des projets type des locaux scolaires qui tiennent compte tant des exigences pédagogiques et économiques que des

facteurs climatiques et géographiques à la ville et à la campagne.

Ces projets type ont plusieurs versions et prévoient un nombre de salles dont la dimension varie en fonction des effectifs.

L'augmentation du contingent d'une école a ses limites dues aux conditions objectives et aux possibilités d'organiser le plus rationnellement le travail des enseignants et le processus d'études. On construit des écoles de dimensions différentes dans les villes de l'Union Soviétique. A Moscou, par exemple, au cours de ces dernières années, 34 écoles secondaires sont ouvertes annuellement en moyenne, construites pour la plupart d'après le même projet type, pour mille élèves. Il y a aussi dans la capitale un assez grand nombre d'écoles pour 500 à 1 000 élèves. Deux autres bâtiments peuvent accueillir 2 032 élèves chacun. Les responsables du département de l'instruction de la ville de Moscou se prononcent pour les écoles de 1 000 places et contre ces géants, motivant leur opposition aux grands immeubles par les difficultés de leur gestion et de leur exploitation.

Des considérations tant théoriques que pratiques témoignent en faveur de l'école pour 1 000 à 1 300 élèves. Les responsables des ministères de l'Instruction publique des R.S.S. d'Estonie et de Lettonie donnent eux aussi la préférence à l'école de 1 000 places.

Pour sa part, le département de l'instruction de la région de Gorki s'est prononcé en faveur des bâtiments à 1 200 places. Au cours de ces dernières années, la capacité des écoles construites ou mises en chantier à Gorki est de 1 300 places.

Dans les villes de la R.S.S. de Lituanie, on a construit, ces temps derniers, des écoles pour 1 712 à 1 920 places.

Des recherches approfondies ont permis aux économistes et urbanistes de conclure que les locaux les plus appropriés pour les villes sont ceux à 960-1 120 places. Comparés à des écoles plus petites, ils ont l'avantage d'être plus économiques. Ainsi, le prix de revient d'une place dans une école pour 320 élèves est de 754 roubles, dans celle à 960 places, de 483 roubles et dans celle à 1 280 places, de 401 roubles. Les frais d'exploitation dans une école de 960 élèves sont de 10 à 20 % inférieurs à ceux d'une école à 320 places. Le coût moyen de l'instruction d'un élève dans une école à effectif nombreux est considérablement plus bas que dans une école à faible effectif.

Vu que dans le pays les écoles primaires constituent la majorité des écoles d'enseignement général, qui, par rapport à celles de huit ans et du secondaire, sont les plus petites et les moins rationnelles, on met l'accent sur la mise au point du réseau du primaire. La fermeture des écoles primaires à faible effectif est une œuvre de longue haleine, dictée par les facteurs sociaux, économiques, démographiques, etc.

Les considérations pédagogiques et d'organisation exercent une grande influence sur le regroupement et le perfectionnement du réseau scolaire. C'est pourquoi, en faisant l'analyse des écoles à effectifs nombreux et faibles, nous ne partons pas seulement du point de vue économique, mais aussi pédagogique.

Les écoles à faible effectif ne répondent pas aux exigences modernes, tant en ce qui concer-

ne l'économie que la pédagogie. On cherche à éviter les classes à effectif peu nombreux, le contingent normal étant de 35 à 40 élèves.

Dans les écoles à faible effectif, le maître est souvent obligé de mener l'enseignement de plusieurs matières, n'étant vraiment compétent que dans une seule. Ce cumul entraîne la baisse du niveau d'enseignement de sa matière, car l'instituteur n'a plus assez de temps pour se préparer aux leçons.

Le même enseignant se consacrant uniquement à sa discipline obtiendra sans doute des résultats meilleurs. L'amélioration du travail pédagogique aboutit à la diminution du nombre d'élèves qui redoublent leur classe, ce qui influe à son tour sur le contingent scolaire.

Le problème des redoublants est très complexe, intéressant la pédagogie générale et spéciale, la psychologie et la médecine autant que l'économie de l'instruction publique.

En 1970, 97% des élèves soviétiques des écoles sont passés dans la classe supérieure ou ont obtenu un diplôme de fin d'études. Ce qui permet de parler d'un niveau d'organisation pédagogique élevé et d'un taux d'élimination assez bas. Or, comme on peut en juger par l'enquête du Bureau régional d'éducation de l'UNESCO en Asie, au début des années 60, le taux d'élimination et de redoublants dans cinq pays y était inférieur à 25% ; dans six autres de 26 à 55% ; dans quatre de 56 à 80% et supérieur à 80 dans deux pays. En Turquie, par exemple, au cours de la même période le coefficient était de 65% dans le primaire, de 55-65% dans le secondaire, de 45-55% dans les collèges techniques et écoles de commerce et de près de 80%

à la faculté d'économie de l'Université d'Istanbul.

Comme l'indique le rapport présenté, en 1968, à la conférence des ministres de l'Education des pays d'Afrique à Nairobi, le taux moyen de la déperdition scolaire pour l'ensemble du continent était de 21% par an ; et de 68% pour le primaire. C'est-à-dire que sur 100 enfants entrant en première année 32 seulement terminent la sixième.

La riche expérience de l'école soviétique atteste que les groupes avec études surveillées, les écoles-internats et les internats près les écoles sont autant de facteurs qui contribuent à l'amélioration de la réussite scolaire et à la diminution du nombre des redoublants.

L'augmentation du nombre des écoles avec étude surveillée en U.R.S.S. revêt une importance exceptionnelle dans le perfectionnement de l'instruction et de l'éducation.

Au début de l'année scolaire 1970-1971, ces écoles, ainsi que les écoles-internats, groupaient près de 6 100 000 élèves. La Loi sur le plan quinquennal de 1971-1975, adoptée par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S., prévoit pour 1975 une augmentation du nombre des élèves dans les écoles et groupes d'études surveillées de 132,5 % par rapport à 1970.

L'importance du contingent scolaire est déterminée par le rythme d'accroissement de la population, sa densité, ses migrations, indices démographiques qui découlent à leur tour des facteurs sociaux et économiques.

Alors que le nombre total de la population de l'U.R.S.S. s'accroît constamment, les courbes de progression ne sont pas les mêmes pour les

habitants des villes et ceux de la campagne. La population urbaine grandit plus vite dans beaucoup de républiques fédérées et dans l'ensemble de l'U.R.S.S., ce qui y entraîne forcément l'augmentation des effectifs à scolariser. Cette tendance de l'accroissement de la population urbaine et de la diminution des populations rurales se manifeste en R.S.F.S.R., en Ukraine, en Biélorussie et dans les républiques Baltes. Dans d'autres républiques fédérées*, par rapport aux données de 1959, la population rurale grandit plus vite en chiffres absolus que celle des villes. Il est probable que la tendance à la stabilisation ou à l'augmentation de la population rurale dans certaines républiques se maintiendra un certain temps. Mais pour l'ensemble de l'U.R.S.S., la diminution du nombre relatif de la population rurale se poursuit, ce dont on tient compte dans la planification du réseau scolaire. Etant donné la grande diversité des conditions locales, il importe donc d'analyser avec le plus grand soin la situation de chaque république, région et district, afin de pouvoir établir le rapport exact entre le taux de croissance de l'ensemble de la population et celui des effectifs à scolariser.

Dans l'étude prévisionnelle des effectifs à scolariser on prend actuellement, comme point de départ, le moment où fut achevé le passage à l'enseignement général obligatoire de 8 ans et où commença la préparation au passage graduel à l'introduction de l'enseignement secon-

* Les républiques d'Asie Centrale, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Arménie et la Moldavie.

daire général, période qui pour la plupart des cas se situe entre 1963 et 1965.

En fonction du taux de la croissance de leur population, les localités d'une république (ou d'une région) sont divisées en groupes : celui des grandes villes, où la population augmente relativement vite et celui des districts ruraux où le nombre des habitants décline. A l'intérieur de chaque groupe, des sous-groupes peuvent être dégagés à leur tour en raison de leurs particularités démographiques.

Les districts ruraux comprennent souvent une et parfois deux ou trois villes, une ou plusieurs cités ouvrières et un certain nombre de villages. Dans ces districts la composition du contingent scolaire des villes dépend beaucoup de celui des campagnes à cause des élèves des écoles primaires et de huit ans des villages situés non loin des centres urbains, qui poursuivent souvent leurs études (surtout secondaires) dans les écoles plus importantes des villes et cités ouvrières.

Pour définir la scolarisation secondaire, on tient compte du taux des élèves issus des huitièmes qui poursuivent leurs études dans les établissements de chaque type : écoles secondaires générales, collèges techniques, écoles techniques professionnelles, cours du soir ou élimination, etc.

La prévision de l'évolution démographique revêt en U.R.S.S. une importance primordiale et qui ne cesse de grandir.

L'utilisation des données démographiques, comprenant le total de la population et l'effectif, pour les deux sexes de chaque classe d'âge, permet de calculer dans la version optima les

prévisions du taux de scolarisation ainsi que d'autres indices importants du plan de l'économie nationale.

L'Union Soviétique est un pays multinational. La composition nationale diffère selon la république. La Constitution de l'U.R.S.S. garantit le droit à l'instruction dans la langue maternelle de tous les enfants. Aussi, en établissant le réseau scolaire est-il essentiel de tenir compte de la composition nationale de la population et de l'aspect linguistique du réseau scolaire existant. En Lituanie, par exemple, vivent non seulement des Litvaniens, population de souche, mais aussi les représentants d'autres nationalités. Ceux-ci (Russes, Polonais) étant relativement peu nombreux, il existe en Lituanie des écoles où l'on enseigne dans une seule langue : le lituanien, le russe ou le polonais et d'autres où l'enseignement est dispensé en deux langues : le lituanien et le russe, le russe et le polonais, le lituanien et le polonais et aussi dans toutes les trois. Autrement dit sept combinaisons sont possibles. Voilà pourquoi en établissant le réseau scolaire dans chaque république, district ou ville, on prend en considération la composition nationale de la population et le réseau scolaire dans la langue existante, afin de pouvoir assurer l'éducation des enfants dans leur langue maternelle, le plus judicieusement et rationnellement du point de vue pédagogique et économique.

Formation technique professionnelle

L'enseignement technique professionnel est une forme essentielle de l'éducation de la jeu-

nesse en U.R.S.S. qui assure à toutes les branches de l'économie des ouvriers hautement qualifiés, ayant une bonne instruction générale et de solides connaissances techniques.

Dès les premières années du pouvoir soviétique, Lénine, qui attachait une grande importance à la formation des cadres ouvriers a formulé les tâches essentielles de l'instruction professionnelle des jeunes : l'enseignement technique professionnel doit être lié aux connaissances polytechniques générales, répondre aux besoins croissants du progrès scientifique et technique, être étroitement associé au travail à la production, à la participation active de la jeunesse à la lutte du peuple pour l'édification de la société communiste.

Les formes concrètes de la réalisation de ces tâches changeaient en fonction des objectifs économiques et politiques, des exigences envers les ouvriers et du niveau croissant de l'instruction générale des jeunes.

Avant la Seconde Guerre mondiale, les ouvriers suivaient les cours dans les écoles d'apprentissage à l'usine (E.A.U.). Au cours des trois premiers quinquennats d'avant-guerre ces écoles formèrent 2 350 000 ouvriers qualifiés aux spécialités les plus complexes.

Cependant, les E.A.U. n'étaient créées qu'après des entreprises et établissements déjà existants et ne pouvaient pas former les ouvriers pour les milliers d'autres entreprises mises en chantier dans toutes les régions du pays. Le rythme accéléré de l'essor industriel et agricole, le nombre toujours croissant des nouveaux chantiers exigeaient un afflux systématique et

permanent d'ouvriers qualifiés. Sans cela, il était impossible de résoudre avec succès les problèmes du développement technique et économique. Les écoles des entreprises n'y suffisaient pas.

Un système des « Réserves de main-d'œuvre » fut créé en U.R.S.S., en 1940, afin de procéder à la formation systématique et permanente d'ouvriers qualifiés pour toutes les branches de l'économie nationale. Ce système a jeté les bases de l'enseignement technique professionnel moderne.

Trois types d'établissements furent créés : les écoles professionnelles de deux ans formant des ouvriers qualifiés pour l'industrie lourde, les transports fluviaux et maritimes ; les collèges techniques de cheminots et les cours professionnels de six mois formant des ouvriers de professions de masse.

Pendant la guerre de 1941-1945, ces établissements ont formé 2 475 000 professionnels, presque autant que les écoles des entreprises en 20 ans.

Dans l'après-guerre, le système d'enseignement technique professionnel s'est développé et perfectionné. En raison de l'achèvement de la scolarité obligatoire de 7 ans et ensuite de 8 ans, ainsi que de l'accroissement du nombre des jeunes terminant l'école secondaire de 10 ans, la plupart des écoles techniques professionnelles n'admettent plus que des élèves ayant une instruction de 8 ans. En outre, des collèges techniques ont été ouverts pour les jeunes ayant une instruction secondaire complète. Ils se posent pour objectif de préparer des ouvriers qualifiés pour les professions compliquées et des techniciens subalternes.

Le niveau d'instruction générale toujours plus élevé dans les écoles techniques professionnelles contribue à l'amélioration de la formation générale, culturelle et professionnelle des ouvriers, phénomène qui revêt une importance particulière en raison de l'accélération du progrès scientifique et technique.

Autre facteur important: l'unité des programmes et des plans d'études, ces derniers comprenant obligatoirement les matières spéciales de chaque profession, la technologie de la production, les principes de la mécanique et de l'électronique, l'éducation politique, physique et esthétique. Ainsi se manifeste le souci de donner une éducation complète et harmonieuse aux jeunes ouvriers.

Deux tiers du temps d'études sont consacrés à l'apprentissage qui forme aussi la conscience professionnelle et l'attachement à l'ouvrage bien fait. Les activités extrascolaires occupent elles aussi une place en vue: cours facultatifs suivant la vocation, cercles d'artistes amateurs, etc.

Les élèves des écoles techniques professionnelles sont nourris, reçoivent des bleus de travail, un uniforme et une bourse. Tous ces frais sont assumés par l'Etat. En outre, les élèves des grandes classes sont partiellement rémunérés pour les travaux pratiques qu'ils exécutent tant à l'atelier d'apprentissage que dans les entreprises.

Il existe plusieurs types d'écoles techniques professionnelles qui se distinguent tant par leur base matérielle que par les dépenses pour la formation d'un élève. Si, pour l'ensemble du pays, les dépenses budgétaires sont en moyenne

de 627 roubles par an et par élève, dans les villes où les élèves sont logés, vêtus, nourris, cette somme est de 609 roubles ; dans les villages, où les élèves touchent en plus une bourse, elle est de 872 roubles ; dans les collèges techniques, 508 roubles et dans les centres d'apprentissage, 620 roubles. Les dépenses de l'économie nationale sont quelque peu plus importantes dans tous les types de collèges techniques et atteignent en moyenne dans tous les genres d'établissements 865 roubles par élève.

L'amélioration de la base matérielle de ces écoles est du ressort des entreprises industrielles qui en sont chargées et où les élèves passent leur stage. Ainsi, en 1970, ces entreprises ont dépensé 350 millions de roubles pour la construction des écoles techniques professionnelles de 135 000 places. Les sommes allouées au même titre du budget d'Etat atteignent 70 millions de roubles auxquels s'ajoutent les 80 millions versés par les écoles et prélevés sur leurs propres revenus.

En 1971, on comptait au total 5 351 écoles techniques professionnelles dans les villes et les villages de l'U.R.S.S., avec 2 380 000 élèves. 23 millions d'ouvriers qualifiés ont été formés au cours des années 1941-1970. A présent, on enseigne plus de mille professions et spécialités dans ces établissements.

Malgré ces progrès importants, le système de l'enseignement technique professionnel n'est pas encore en mesure de satisfaire les besoins croissants de l'économie nationale en main-d'œuvre qualifiée.

Les entreprises, les kolkhozes et les sovkho-

zes sont toujours contraints de former un grand nombre d'ouvriers directement dans les entreprises, aux cours de recyclage et dans les centres d'apprentissage, au moyen de l'enseignement individuel et par groupes. Ainsi a-t-on formé plus de 18 millions de personnes en 1970-1971.

Au cours de l'apprentissage en usine, les ouvriers acquièrent souvent une spécialisation étroite et c'est pourquoi, ils ne peuvent passer rapidement au service des équipements nouveaux. En outre, ils ne peuvent pas toujours éliminer eux-mêmes certaines défauts. Ils doivent donc avoir recours à quatre ou cinq professionnels qualifiés (mécaniciens, électriciens, ajusteurs, dépanneurs), ce qui fait perdre plus de 20 % de leur temps de travail.

Aussi des mesures sont-elles prises pour que les ouvriers soient formés dans les écoles techniques professionnelles régulières.

Un grand nombre de mesures a été prévu en 1969 sur décision spéciale du Comité central du P.C.U.S. et du gouvernement soviétique « A propos de l'amélioration de la formation des ouvriers qualifiés dans les établissements du système d'enseignement technique professionnel ». Il est à noter qu'on a reconnu nécessaire de transformer graduellement les établissements d'enseignement technique professionnel en écoles techniques professionnelles avec une durée d'études de 3 à 4 ans assurant une haute qualification et une instruction secondaire complète. Cette mesure est étroitement associée à l'introduction de l'enseignement secondaire général et obligatoire, à l'activité créatrice croissante de

la classe ouvrière, qui est l'avant-garde de la société socialiste. L'élévation du niveau d'instruction générale, de la culture et de la formation professionnelle devient la condition indispensable d'un bon travail à la production et de l'assimilation d'une technique plus complexe.

Les plans de 1971-1975 prévoient le développement de l'enseignement technique professionnel, l'amélioration de la base matérielle et technique des écoles, l'augmentation des dépenses à leur entretien, la formation, au cours de ce quinquennat, de 9 millions d'ouvriers hautement qualifiés, cultivés et instruits.

Enseignement secondaire spécialisé

Dans le cadre de l'instruction publique de l'U.R.S.S., une place importante revient aux établissements d'enseignement secondaire spécialisé, les collèges techniques, qui forment des cadres moyens pour toutes les branches de l'économie. Il s'agit de spécialistes tels que techniciens, mécaniciens, agents techniques, comptables, sage-femmes, cuisiniers, mécaniciens dentistes, moniteurs sportifs, maîtres d'écoles, institutrices de jardins d'enfants, experts en marchandises, etc.

En 1970-1971, il y avait en U.R.S.S. 4 223 établissements d'enseignement secondaire spécialisé avec un effectif total de 4 380 000 élèves. L'admission annuelle y est de 1 100 000-1 300 000 personnes ; les promotions atteignent un million de diplômés par an, le nombre de spécialisations étant de près de 500.

De 1918 à 1970, les collèges techniques ont eu une promotion de près de 15 millions de spécialistes.

Passons à l'aspect économique du problème. En 1969, par exemple, les frais d'entretien des collèges techniques couverts par le budget d'Etat s'élevaient à 1 164 millions de roubles. Autrement dit, les dépenses pour la formation d'un spécialiste en moyenne par an ont été de 273 roubles (en 1969, il y avait 4 262 000 élèves). En multipliant ce chiffre par le nombre des années d'études de chaque spécialiste, nous pouvons connaître le coût approximatif de sa formation. Mais ce calcul ne sera pas exhaustif si l'on ne tient pas compte de la déperdition scolaire. Un chiffre plus exact sera obtenu en divisant le montant des sommes allouées à l'enseignement secondaire spécialisé par l'économie nationale au cours d'une période donnée (un an, cinq ans, etc.) par le nombre des diplômés. Ainsi, en cinq ans (1965-1969), l'enseignement secondaire spécialisé a coûté à l'Etat 5 044 millions de roubles. Le nombre de spécialistes de qualification moyenne formés au cours de la même période a été de 4 034 600. Le coût moyen de la formation de chaque spécialiste (compte tenu des seules allocations budgétaires) a donc été de 1 250 roubles.

Pour établir le volume total des crédits assignés par l'économie nationale, il faut également prendre en considération les dépenses assumées par les entreprises et organisations qui ont participé au financement de ces établissements d'enseignement et accordé des avantages à ceux qui poursuivent leurs études sans quitter leur emploi.

On ne saurait en effet établir le montant des crédits assignés à l'enseignement du soir et par correspondance par l'économie nationale sans tenir compte de la catégorie suivante des dépenses : congés supplémentaires, une journée chômée de plus par semaine, le remboursement des frais du voyage aller-retour jusqu'au lieu de l'établissement, etc., ce qui fait au total 106 roubles par élève et par an pour l'enseignement du soir et 183 roubles pour l'enseignement par correspondance. Les bourses touchées par certains étudiants sont versées, elles aussi, par les entreprises, ce qui augmente d'environ 6 roubles par an et par étudiant les dépenses de l'enseignement à temps plein. En 1968, les entreprises et les organisations ont dépensé 149 millions de roubles au perfectionnement de la base matérielle des établissements d'enseignement secondaire et ces sommes ne cessent d'augmenter.

A l'heure actuelle, le budget de l'Etat finance la construction des établissements formant des spécialistes pour les services publics (instruction, santé, culture). La construction et l'équipement des autres écoles sont financés par les ministères et départements pour qui seront formés les diplômés. Au cours des trois dernières années du huitième quinquennat (1968-1970) 309 établissements d'enseignement secondaire spécialisé ont été construits soit une centaine par an.

Cette progression concerne surtout les collèges d'agronomie : 50 millions de roubles assignés en 1964, environ 70 millions en 1968, 86 millions en 1969 et 98 millions en 1970.

De nouveaux locaux scolaires, laboratoires,

foyers, restaurants, clubs, ouvrages sportifs, etc., sont en voie de construction dans de nombreux collèges techniques.

Qui admet-on dans ces collèges ? Les jeunes des deux sexes, ayant un certificat d'études de huit ans et qui ont passé les examens d'entrée. La durée des études y est de 3 à 4 ans selon la spécialité et peut être réduite à 12-18 mois pour les titulaires du certificat d'études secondaires de cycle long. Ceux qui ont une instruction de huit ans étudient les matières d'enseignement général d'après les programmes de l'école secondaire. Le diplôme délivré par le collège technique donne accès aux études supérieures.

Du point de vue de l'économie nationale, la formation des spécialistes dans les collèges techniques leur permet de participer à la vie active plus rapidement, en même temps que de combiner plus judicieusement la formation générale et technique professionnelle.

Les programmes et les plans d'études sont examinés et entérinés par le ministère de l'Enseignement supérieur et secondaire spécialisé. Une importance particulière y est accordée au stage à la production et au travail créateur qui contribue à une meilleure connaissance des plus récentes acquisitions scientifiques et techniques.

Au cours des dernières années, le taux des jeunes ayant fait des études secondaires de cycle long s'accroît parmi les élèves de l'enseignement secondaire spécialisé ; en même temps, on assiste à la transformation de l'école technique professionnelle en établissement d'enseignement secondaire professionnel et général dont beau-

coup de diplômés poursuivent leurs études dans les collèges techniques.

Ces transformations entraînent des modifications dans les programmes et les plans d'études d'un certain nombre de collèges techniques.

CHAPITRE III

Formation des spécialistes dans les écoles supérieures

La Russie tsariste comptait 105 établissements d'enseignement supérieur avec un effectif total de 127 000 étudiants. Il n'y avait dans le pays que 290 000 spécialistes de haute et moyenne qualification. Pour la formation des spécialistes, la Russie retardait sur la plupart des pays européens.

Il va de soi qu'un tel état de choses dans l'enseignement supérieur — cette rampe de lancement de la science et de la culture — ne pouvait satisfaire le jeune Etat soviétique. Comme le soulignait Lénine, « sans la direction des spécialistes des divers domaines de la connaissance, de la technique et de l'expérience, la transition au socialisme est impossible, car le socialisme requiert une progression consciente et massive vers une productivité du travail supérieure à celle du capitalisme et sur la base des résultats atteints par celui-ci ».* C'est pourquoi, dès les

* V. Lénine. Œuvres, t. 27, p. 256.

premières années du pouvoir soviétique, des mesures ont été prises afin de créer une école supérieure nouvelle, soviétique, appelée à former des spécialistes et ouverte en premier lieu aux ouvriers et aux paysans.

En 1918, deuxième année de la révolution, dans les conditions de la guerre civile et de la ruine économique, il fut décidé d'ouvrir des écoles supérieures et d'y admettre tous les postulants. Des cours préparatoires appelés facultés ouvrières (rabfaks) furent créés pour les ouvriers et les paysans qui avaient une instruction insuffisante. En 1922-1923, il y avait déjà en U.R.S.S. 248 écoles supérieures groupant 216 700 étudiants, près du double du nombre existant avant la révolution.

L'essor économique impétueux, surtout au cours des trois premiers quinquennats et dans l'après-guerre, a exigé d'augmenter considérablement le nombre de spécialistes. Le réseau des écoles supérieures a été rapidement élargi et le contingent d'étudiants s'est accru.

L'Union Soviétique vient en deuxième position après les Etats-Unis, pour le nombre d'étudiants par rapport à la population : 188 étudiants pour 1 000 habitants.

Plus de 10 millions de spécialistes hautement qualifiés : ingénieurs, chercheurs, constructeurs, artistes, etc., ont été formés sous le pouvoir soviétique.

Grâce aux succès de l'école supérieure, l'Union Soviétique dispose à présent d'un nombre suffisant de spécialistes diplômés pour toutes les branches de son économie.

Au cours des dix dernières années, le nombre de spécialistes sur 1 000 salariés n'a cessé de

croître dans tous les secteurs de la production matérielle, y compris dans l'agriculture et les services publics (santé, instruction, etc.).

Nombre de diplômés, ayant une instruction supérieure et secondaire spécialisée, occupés dans l'économie nationale (en milliers de personnes) *

	1941	1960	1965	1970
Spécialistes ayant une instruction supérieure	909	3 545	4 891	6 853
Spécialistes ayant une instruction secondaire spécialisée	1 492	5 239	7 175	9 988

En 1969, on a affecté du budget d'Etat pour l'enseignement supérieur 2 070 millions de roubles. Il en résulte qu'on dépense pour un étudiant 463 roubles par an. (4 470 000 étudiants). En cinq ans (1965-1969), 8 831 millions de roubles du budget d'Etat ont été alloués à l'entretien des écoles supérieures. Durant ces mêmes années, le nombre des diplômés a été de 2 390 700. Il s'ensuit que le coût moyen de la formation d'un spécialiste a été de 3 694 roubles (compte tenu des seules dépenses budgétaires).

Pour connaître le chiffre exact des dépenses consenties par l'économie nationale, il faut (comme on l'a déjà vu en parlant des spécialistes de qualification moyenne) prendre en considération les dépenses des entreprises et des kolkhozes, entraînées par le stage des étudiants

* *L'économie nationale de l'U.R.S.S. en 1970. Statistiques*, 1971, p. 523.

à la production, et les faveurs accordées aux ouvriers, employés et kolkhoziens qui font leurs études sans quitter l'emploi. A ces fins, les entreprises et les organisations assignent annuellement quelque 172 roubles par étudiant des cours du soir, et 225 roubles par étudiant par correspondance. En sus des bourses prévues par le budget d'Etat, les entreprises et les organisations versent elles aussi des bourses à leurs étudiants, ce qui augmente la dépense annuelle de 25 roubles par personne. Il faut y ajouter les 272 à 300 millions de roubles par an affectés à l'acquisition du matériel et de l'équipement scolaires.

Le coût de la formation d'un spécialiste n'est pas le même pour chaque branche de l'économie et diffère en fonction de la spécialité, de la durée des études, du niveau de l'équipement, du personnel enseignant, du taux des étudiants touchant une bourse et de certains autres facteurs. Ainsi, selon les données du ministère de l'Instruction supérieure et secondaire spécialisée, en 1966, le prix de revient moyen de la formation d'un étudiant d'une école technique supérieure était de 1 060 roubles par an (5 300 roubles pour toute la durée des études) ; pour les écoles supérieures d'agriculture les chiffres sont respectivement de 1 023 et 4 604 ; pour les écoles supérieures pédagogiques de 829 et 3 730 ; pour les écoles de médecine de 827 et 4 549 ; pour les universités de 972 et 4 860 ; pour les conservatoires et écoles des Beaux-Arts de 1 685 et 7 582. La durée moyenne des études est de 5 ans pour les universités et écoles techniques supérieures ; de 4 ans et demi pour les écoles supérieures des Arts, d'agriculture et pé-

dagogiques ; de 5 ans et demi pour les écoles de médecine.

Les chiffres cités permettent d'avoir une idée des grands moyens financiers dépensés en U.R.S.S. pour préparer des spécialistes hautement qualifiés. D'autre part, le nombre d'écoles supérieures et celui des étudiants augmentent d'année en année, de sorte que ces moyens ne cessent de croître. Ainsi, en 1972, l'Etat soviétique a assigné à l'entretien des établissements d'enseignement secondaire et supérieur 3,5 milliards de roubles (4,2 milliards de dollars).

L'instruction supérieure étant gratuite en U.R.S.S. et les étudiants y touchant des bourses d'Etat, leur travail dans l'économie nationale, une fois leurs études terminées, est en fait la compensation unique et nécessaire au pays. C'est pourquoi si le spécialiste quitte son pays pour ne plus y rentrer, il lui porte par là même un préjudice, tant sur le plan matériel que scientifique.

Ce problème touche divers pays dans telle ou telle mesure. Le monde entier connaît la « fuite des cerveaux » devenu un fléau social dans de nombreux pays capitalistes développés. Ce n'est donc pas un hasard si l'Assemblée générale de l'UNESCO tenue en 1970 a souligné que le développement de l'enseignement supérieur et son amélioration qualitative dans divers pays sont incompatibles avec la fuite des cervaux. Dans une résolution spéciale, la conférence a également appelé les Etats membres de l'UNESCO à prendre les mesures nécessaires en vue de limiter le départ des compétences à l'étranger pour s'y fixer.

On est en train de mettre au point divers

moyens qui contribuent à la limitation de cet exode. Une mesure de ce genre est, selon l'UNESCO, « la compensation des dépenses provoquées par l'exode des compétences ».

En 1972, un nouveau règlement a été adopté en U.R.S.S. concernant le départ pour l'étranger, et qui est obligatoire pour tous les citoyens indépendamment de leur nationalité. Conformément à ce règlement, les personnes qui se rendent à l'étranger pour s'y fixer définitivement doivent compenser les dépenses de l'Etat pour leur instruction supérieure ou autre degré d'instruction, plus élevé.

Ce règlement a été dicté par la logique même de la vie, par la sollicitude de l'Etat soviétique envers les intérêts de son peuple. De plus, comme nous l'avons vu, il est en pleine conformité avec les recommandations élaborées par une organisation internationale aussi compétente que l'UNESCO et approuvées par les représentants de nombreux pays et par l'opinion mondiale.

Le décalage est grand dans les dépenses à l'enseignement selon les facultés de l'école supérieure. Cette différence provient du degré d'équipement, de la qualification du personnel enseignant.

On estime que le potentiel scientifique d'un pays est composé de la quantité et du niveau de qualification des chercheurs, de la base matérielle et technique, des réserves en conceptions scientifiques originales, des informations sur l'expérience scientifique mondiale, du niveau de l'organisation de la science. Dans la définition du potentiel scientifique, c'est le niveau de qualification des chercheurs qui est de loin le plus important.

Le nombre de scientifiques augmente rapidement en U.R.S.S. Il a été multiplié par 2,6 aux cours des dix dernières années : 354 200 en 1960 et 927 700 en 1970. Pourtant, le progrès scientifique et technique détermine non seulement l'augmentation du nombre des travailleurs intellectuels, mais aussi des changements qualitatifs dans l'ensemble de leurs activités. Car le travail intellectuel, lui-même, n'a jamais été homogène. Il y a toujours eu une forme de travail intellectuel créateur et mécanique. Ce dernier comprend des opérations qui, pour être nécessaires, n'en sont pas moins monotones : calculs, copies, multiplications, etc., qui se prêtent mieux que les autres à la mécanisation et à l'automatisation.

Avec la mécanisation et l'automatisation de ces opérations, le travail du personnel de bureau fusionne, peu à peu, d'une part, avec celui des ingénieurs et techniciens et, d'autre part, avec celui des ouvriers qualifiés. Le travail des opérateurs des calculateurs a des affinités avec celui des ouvriers des ateliers automatisés. La mécanisation et l'automatisation des calculs économiques, de la planification, de la statistique et du contrôle exigent non seulement des connaissances économiques spéciales, mais encore celles de la programmation, ce qui rapproche le travail de ces employés de celui des spécialistes hautement qualifiés et des ingénieurs. Vu les tendances objectives des transformations que subissent les fonctions du travail, certains économistes soviétiques proposent d'englober tous les ingénieurs, techniciens et employés dans une seule catégorie de travailleurs : les employés. Du point de vue social et statistique, cette clas-

sification a sa raison d'être. Mais pour analyser la structure de la main-d'œuvre (en premier lieu dans d'industrie) elle est insuffisante, car elle ne reflète pas le sens des mutations qui s'opèrent sous l'influence du progrès technique dans le contenu et le caractère même du travail. Pour cette raison, ainsi que pour des raisons d'ordre pratique les travailleurs intellectuels se divisent en U.R.S.S. en I.T. (ingénieurs, techniciens) et employés. Dans les conditions de la révolution scientifique et technique, la tendance est à l'accroissement du nombre des I.T. par rapport à l'ensemble des salariés. Ainsi, au cours des années 1950-1969, le taux des I.T. dans l'industrie soviétique est passé de 8,3 à 12%. Ce processus a commencé à se manifester surtout dans les années 50, parce que c'est à partir de cette période qu'on assiste en U.R.S.S. à une brusque accélération du progrès scientifique et technique de l'industrie ainsi qu'à une utilisation toujours plus poussée de la mécanisation intégrale et des acquisitions de la chimie moderne. Avec l'introduction des méthodes progressistes de l'organisation du travail, l'extension de l'automatisation et l'utilisation d'un matériel toujours plus complexe, le nombre des I.T. par rapport à l'ensemble des salariés ne cessera d'augmenter.

En 1970-1971, il y avait en U.R.S.S. 4 580 600 étudiants dans 805 écoles supérieures. Leurs spécialisations reflètent la variété des besoins des différents secteurs et branches de l'économie. Un grand nombre d'écoles polytechniques, industrielles, énergétiques, électrotechniques, du bâtiment, des constructions mécaniques et d'appareils, etc., forment des spécialistes pour l'industrie lourde. D'autres, nombreuses elles aussi, for-

ment des ingénieurs pour les industries légère, alimentaire et poissonnière, ainsi que des ingénieurs du bâtiment, géodésistes, des ponts et chaussées, etc. Les agronomes, zootechniciens, vétérinaires, spécialistes de la motoculture et autres sont formés dans les écoles d'agronomie et de sylviculture.

Le ministère de l'Agriculture de l'U.R.S.S. emploie en outre beaucoup de diplômés non agriculteurs : ingénieurs électriciens, techniciens-radio, ingénieurs, constructeurs, enseignants, médecins, etc., formés eux aussi en nombre croissant par le ministère de l'Enseignement supérieur et secondaire spécialisé.

Dans le cadre de l'enseignement supérieur en U.R.S.S. une place en vue est occupée par les universités qui forment des spécialistes polyvalents dans le domaine des sciences humaines et les disciplines scientifiques et biologiques. La plus importante est celle de Moscou. En 1971, elle groupait 16 facultés, 257 chaires, 4 centres de recherches et 2 d'études, 27 laboratoires groupant chacun une équipe de chercheurs se penchant sur un problème scientifique donné, des études post-universitaires, des cours de recyclage des professeurs et des cours préparatoires pour les jeunes qui veulent entrer en faculté. En tout, y poursuivent leurs études 46 000 personnes dont de nombreux boursiers de thèse.

L'encadrement y est assuré par 6 259 professeurs et collaborateurs scientifiques dont 111 académiciens et membres correspondants de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., 23 Héros du Travail socialiste, 657 professeurs de faculté, 939 chargés de cours, 814 docteurs ès sciences et 3 164 candidats-docteurs.

La durée des études dans les écoles supérieures de l'U.R.S.S. varie en fonction de la spécialité de 4 ans et demi à 5 ans et demi. Ces spécialités peuvent être groupées comme suit : géologie et prospection des gisements de minerais utiles, énergétique, sidérurgie, constructions mécaniques et d'appareils, équipement électronique, appareils électriques et moyens d'automatisation, radiotechnique et P. et T., technologie chimique, exploitations forestières et technologie du bois, de la cellulose et du papier, technologie de la production alimentaire, de la production des biens de consommation, bâtiment, géodésie et cartographie, hydrologie et météorologie, agriculture et sylviculture, transports, économie, droit, santé et culture physique, spécialités universitaires (sciences naturelles, humaines), spécialisations pédagogiques et culturelles, arts, etc. La liste des spécialités augmente à mesure qu'évoluent les sciences et les techniques.

Le souci majeur est d'armer le futur spécialiste de connaissances fondamentales et spéciales suffisantes pour qu'il puisse, ses études finies, s'intégrer dans l'activité professionnelle sans « rodage » supplémentaire. Les programmes sont fondés non seulement sur les acquis scientifiques et techniques actuels mais aussi sur les perspectives de leur évolution. Voilà pourquoi une attention spéciale y est accordée aux sciences de pointe. Les sciences sociales y occupent également une grande place. Le plan d'études prévoit l'ordre, la succession et le temps assigné à l'étude des matières réparties *en trois cycles*. Ainsi les disciplines étudiées aux universités sont groupées comme suit :

Sciences sociales : histoire du P.C.U.S., éco-

nomie politique, matérialisme dialectique et historique, communisme scientifique.

Disciplines générales : mathématiques, physique, chimie, biologie, mécanique théorique et d'autres encore qui assurent la formation générale de base permettant à l'étudiant de passer à l'étude des matières spéciales.

Matières qui déterminent la spécialité, la qualification du spécialiste. Aux facultés des lettres, ce sont, par exemple : introduction à la linguistique, linguistique générale, histoire de la langue russe, russe moderne, histoire de la littérature russe, littérature des peuples de l'U.R.S.S., littérature étrangère, etc. ; aux facultés de mathématiques et physique : les mathématiques, la physique générale, les principes de l'électrotechnique et des techniques radio, la physique théorique, etc.

L'enseignement des matières du troisième groupe prend 50 % du temps assigné aux cours théoriques. En outre, dans les principales disciplines de ce cycle, les étudiants exécutent un mémoire et dans la technique, un « projet ».

Les plans d'études pour la formation des futurs ingénieurs polyvalents prévoient qu'une grande partie du temps est assignée aux disciplines générales et aux matières nécessaires à l'ensemble des ingénieurs. Dans les écoles techniques supérieures la répartition des heures de classes est grosso modo la suivante : disciplines scientifiques générales, jusqu'à 40 % du temps ; les matières communes à l'ensemble des facultés d'ingénieurs : 25 à 40 % ; matières spéciales, 20 à 25 % ; disciplines sociales et économiques, 8 %. Dans certains établissements, notamment ceux des ingénieurs du bâtiment, 40 % du temps d'é-

tudes sont consacrés aux disciplines spéciales. L'étape finale de la formation d'un spécialiste est constituée par les examens d'Etat et la soutenance du diplôme aux facultés des sciences humaines et par les examens d'Etat ou bien la soutenance d'un projet de diplôme dans les écoles techniques supérieures.

Les projets de diplômes ont avant tout une mission probatoire ; ils n'en sont pas moins consacrés à un sujet d'actualité ayant trait aux tâches concrètes de l'industrie, des transports, etc. Il n'est pas rare que l'on utilise ces projets dans les branches respectives de l'économie nationale ou qu'ils soient un ouvrage scientifique expérimental original.

Le progrès scientifique et technique provoque des modifications dans la structure du supérieur et du secondaire spécialisé. On peut y discerner deux tendances : 1) la spécialisation basée sur une division du travail qui s'accroît et 2) l'intégration fondée sur l'élargissement de la formation générale relative aux techniques et aux sciences humaines, surtout en ce qui concerne les spécialistes occupés dans la gestion au niveau de l'entreprise, du trust ou de la branche économique. Il est important de déceler les changements structuraux progressistes de la production sociale dus au progrès scientifique et technique et d'apporter les modifications qui s'imposent aux structures de l'école supérieure. Le supérieur et le secondaire doivent assurer une base de réception aux nouvelles idées et acquisitions scientifiques qui sont rapidement introduites dans la pratique et l'existence.

L'école supérieure œuvre pour l'avenir. Il est impossible de prévoir dans tous les détails ce

dont aura besoin dans cinq ou dix ans l'étudiant d'aujourd'hui. Mais d'ores et déjà, on peut se faire une idée des tendances et du rythme du progrès scientifique et technique dans la branche donnée. Ceci implique un renouvellement constant de la qualité du contenu de la formation des spécialistes, une planification scientifiquement argumentée du processus d'études, l'introduction de l'organisation scientifique du travail dans l'enseignement supérieur.

Récemment encore, les ingénieurs et les techniciens supérieurs soviétiques ne recevaient pas une formation suffisante dans le domaine de l'économie et de l'organisation de la production. Pour combler cette lacune, un grand pas a été fait ces dernières années : les cours d'économie et de l'organisation de la production ont reçu une grande extension, un nouveau cours, celui de l'organisation scientifique du travail, vient d'être introduit. On a amorcé la formation d'organiseurs, c'est-à-dire d'ingénieurs spécialisés dans la gestion de la production. Actuellement, lorsque l'automation de la gestion de la production prend une ampleur croissante, il est indispensable d'avoir des spécialistes capables d'utiliser à fond les techniques modernes et connaissant en même temps le système complexe des rapports entre entreprises, entreprises-trust, entreprises-ministère, etc. Il s'agit en somme de cadres de tous niveaux. Au cours des dix prochaines années au moins, on verra un nouveau type d'ingénieur-chercheur, de directeur-économiste de haute classe, capables de résoudre les problèmes de la gestion des différents secteurs de l'économie nationale dans les conditions nouvelles créées par la réforme économique et la

progression rapide de la révolution scientifique et technique. Cela concerne non seulement les chefs des grandes entreprises industrielles mais aussi des services publics.

L'immense envergure de la production a exigé de former des ingénieurs-économistes, des cadres polyvalents, capables d'assurer la gestion de tous les secteurs de l'économie. Plusieurs écoles supérieures ont déjà de l'expérience dans ce domaine.

On a ouvert en 1971, à Moscou, une Ecole de gestion de l'économie nationale, où les chefs d'entreprises et les ministres des branches de l'économie suivent des cours spéciaux.

L'extension de la formation de cadres supérieurs polyvalents assurera les besoins de l'économie en spécialistes de haut niveau capables de mener à bien les tâches complexes nouvelles de l'économie nationale.

Il se produit donc un perfectionnement constant et régulier dans les programmes et plans d'études des écoles supérieures, une attention particulière étant accordée à l'extension de la recherche et au resserrement des liens avec la production.

L'extension de la production et l'essor scientifique et technique rapide posent des tâches nouvelles à l'école supérieure dans la formation de chercheurs, capables d'œuvrer en créateurs dans l'entreprise, dans les laboratoires des usines, aux centres de recherche, etc. Des mesures ont été prises afin d'accroître le nombre de spécialistes polyvalents connaissant les particularités du matériel et de la technologie d'une branche industrielle donnée. Certes, les spécialistes d'un domaine restreint sont nécessaires eux aussi dans

certaines secteurs de la production pour y remplir toute sorte de fonctions concrètes. Cependant, une spécialisation trop étroite est, dans une certaine mesure, un obstacle à la répartition rationnelle du personnel : là où pourrait travailler un seul spécialiste polyvalent, on est parfois obligé d'en avoir deux ou trois à spécialisation restreinte.

Le relèvement de la formation économique et mathématique des ingénieurs revêt une grande signification dans les conditions actuelles. Les connaissances économiques sont nécessaires aujourd'hui tant à ceux qui sont occupés directement dans la production qu'à ceux qui travaillent dans la recherche, les bureaux d'études, etc. Qu'il s'agisse d'une machine, d'une technologie ou encore d'une nouvelle méthode de production, partout chaque proposition doit argumenter son efficacité et s'appuyer sur des calculs économiques.

A l'heure actuelle, on a procédé à titre d'essai dans plusieurs écoles telles que l'Ecole technique supérieure Baumann de Moscou, l'Institut de l'aviation et l'Institut énergétique de Moscou, à la formation d'ingénieurs-chercheurs et d'autres spécialistes de haute qualification, capables de mener à bien une mission créatrice à l'entreprise, dans un laboratoire d'usine, au bureau d'études.

Les progrès structuraux de l'économie entraînent des transformations dans la structure des écoles supérieures formant des spécialistes et impliquent, en premier lieu, une augmentation du nombre de spécialistes pour les industries de pointe.

Si, par rapport à 1950, le nombre des diplô-

més s'est accru de 3,5 fois, en 1970, pour les spécialistes des constructions mécaniques et d'appareils le chiffre respectif est de 7,7 fois ; pour ceux de l'électronique, de l'automation et des appareils électriques de près de 29 fois, des techniques radio et P. et T., de 14 fois ; pour ceux de la technologie chimique, de plus de 6 fois.

La construction des appareils est une branche où les modèles changent particulièrement vite et dont dépend dans une grande mesure le progrès technique de l'économie. C'est pourquoi, la formation des spécialistes s'y effectue à un rythme plus rapide que pour les constructions mécaniques énergétiques, l'industrie électrotechnique ou des machines-outils et de l'outillage.

La révolution scientifique et technique englobe toutes les branches de l'économie y compris l'agriculture. L'introduction des machines dans l'agriculture implique la transformation de la main-d'œuvre, l'accroissement rapide de la part des spécialistes de la motoculture parmi les professions de masse, et des spécialistes diplômés. Ainsi, le nombre de diplômés des écoles supérieures d'agronomie et de sylviculture a été de 12 900 en 1950, 34 500 en 1960, 33 900 en 1965 et 58 300 en 1970.

Les exigences nouvelles envers la qualité de la formation des jeunes spécialistes impliquent aussi un niveau plus élevé de l'équipement des laboratoires, des cabinets d'études et du matériel de recherche. Au cours des dernières années, la base matérielle des écoles supérieures s'est considérablement élargie. Les projets des écoles supérieures sont établis par l'Institut national de projets créé à ces fins près le ministère de

l'Enseignement supérieur et secondaire spécialisé. Il a élaboré des projets type pour différents établissements d'enseignement supérieur. Les normes de surface des locaux diffèrent selon les groupes d'établissements. Par exemple, pour les écoles techniques supérieures d'agriculture la norme est de 10 à 12 m² par étudiant ; pour les universités de 11 à 12 m² ; pour les établissements d'enseignement pédagogique, économique, juridique et autres sciences humaines 7 à 8 m² ; les écoles des arts 18 à 20 m².

La surface des foyers est calculée en raison de 6 m² par étudiant, le nombre de places étant de 50 à 70% par rapport à l'effectif total et 100% pour les étudiants des écoles supérieures d'agronomie. Ces normes sont observées tant dans les constructions nouvelles qu'au cours des travaux de modernisation des établissements existants. On en tient compte également lors de la répartition des investissements. En vue d'améliorer constamment la base matérielle de l'école supérieure, on a autorisé les ministères et départements de l'U.R.S.S. à affecter, en accord avec le Gosplan de l'U.R.S.S., des investissements atteignant 2,5 millions de roubles par an et par ministère (département) aux grands travaux et à l'équipement des établissements d'enseignement supérieur. Les recteurs des écoles supérieures peuvent utiliser, en plus, des assignations allouées selon les plans d'investissements, 75% de la somme des revenus dépassant les dépenses aux travaux de recherche, exécutés aux termes des contrats économiques, en vue d'élargir et de perfectionner la base matérielle et technique des établissements d'enseignement supérieur.

Grâce aux sommes qui ne font pas partie du budget, les subventions affectées aux écoles supérieures augmentent d'environ 50⁰/. C'est ainsi qu'il a été possible de construire en trois ans (1968-1970) 40 établissements, d'élargir la surface des locaux et d'élargir la base matérielle de nombreuses écoles supérieures.

Ajoutons que l'Union Soviétique apporte une aide substantielle aux pays en voie de développement dans la formation des spécialistes. L'Université de l'amitié des peuples Patrice Lumumba a été fondée, à Moscou, en 1960. Elle est dotée d'un équipement moderne permettant de former des spécialistes à un niveau qui répond non seulement aux exigences d'aujourd'hui, mais aussi de demain. Ses facultés disposent de locaux modernes. D'autres universités et instituts lui fournissent une aide multiple en envoyant des professeurs et enseignants compétents. Les étudiants participent de plus en plus activement à la recherche et accomplissent sous la direction de leurs professeurs un grand nombre de travaux scientifiques intéressants et originaux, dont beaucoup ont été publiés et hautement appréciés.

Les étudiants de différents pays n'acquièrent pas seulement à l'université de profondes connaissances théoriques et pratiques dans le domaine choisi, mais sont également éduqués dans l'esprit du respect mutuel et des nobles idéaux de la paix, de la démocratie et du progrès social.

Des dizaines de milliers d'étudiants et boursiers de thèse de plus de 100 pays suivent les cours de l'Université Lumumba et des autres écoles supérieures de l'U.R.S.S.

Tous les étudiants soviétiques et étrangers touchent une bourse ; l'assistance médicale, les foyers, les services culturels sont gratuits. Le parti communiste et le gouvernement soviétique ont toujours veillé à l'amélioration des conditions de vie et de travail des étudiants. En 1972, les bourses ont été majorées de 25⁰/₀. Des crédits supplémentaires substantiels ont été alloués à la construction et à l'équipement de nouveaux foyers. Le montant des bourses varie entre 30 à 80 roubles par mois en fonction de l'année d'étude et de la spécialisation de l'Ecole. Les meilleurs étudiants et les boursiers des kolkhozes et des entreprises touchent des bourses plus importantes ; les plus brillants ont droit à une bourse d'encouragement majorée dépendant d'un département ou portant le nom d'une éminente personnalité.

L'admission se fait par concours. A parité de points obtenus aux examens, la priorité est donnée aux candidats qui ont une instruction secondaire spécialisée, qui possèdent déjà une certaine expérience dans le même domaine, et ont été envoyés par les sovkhozes, kolkhozes ou entreprises où ils travaillaient.

Les commissions d'admission sont créées dans chaque école supérieure sur une base démocratique, leurs travaux étant rendus publics. Font partie de la commission les représentants de la direction de l'établissement donné, des organismes locaux du parti, des Soviets, des syndicats, des écoles secondaires, des étudiants et des organisations sociales.

On ne saurait surestimer le rôle de l'école supérieure dans le progrès scientifique et la recherche. Seule une combinaison organique de

l'enseignement et du travail scientifique auquel participent les étudiants et les boursiers de thèse permet aux futurs spécialistes d'assimiler les méthodes scientifiques créatrices, de former de véritables champions du progrès technique. Plus de mille sections de recherches dont 51 instituts, 419 laboratoires se penchant sur un problème déterminé et 419 autres relevant d'une branche donnée fonctionnaient au 1^{er} janvier 1971, dans le cadre de l'enseignement supérieur de l'U.R.S.S. Au cours des cinq dernières années, le volume de la recherche dans les écoles supérieures a plus que doublé. Dans la seule année 1971, les découvertes et études scientifiques des chercheurs de 16 écoles supérieures ont valu à leurs auteurs la plus haute distinction, le Prix d'Etat.

Les Directives du XXIV^e Congrès du P.C.U.S. posent à l'enseignement supérieur la tâche de perfectionner la qualité de la formation des spécialistes, de les armer encore mieux de connaissances dans le domaine de l'économie, de l'organisation et de la gestion de la production et de la spécialiser au niveau des derniers acquis de la science et de la technique. Les écoles supérieures ont pour tâche de développer les travaux de recherches et d'y faire participer un nombre croissant d'étudiants et de boursiers de thèse. La recherche doit devenir un des aspects essentiels de l'amélioration de la formation des jeunes spécialistes.

L'école supérieure soviétique dispose de tout le nécessaire pour s'acquitter de ces tâches.

CHAPITRE IV

L'élévation constante du niveau d'instruction des travailleurs

Dans les conditions du progrès rapide de la science et de la technique, le problème de l'élévation constante du niveau d'instruction des travailleurs revêt une importance particulière. Il s'agit de leur inculquer le besoin de perfectionner sans cesse leur qualification, ainsi que de créer des conditions qui permettent de le satisfaire. Former des spécialistes de façon qu'ils acquièrent l'habitude de parfaire leur instruction eux-mêmes est le devoir de toute forme d'enseignement. Ce qui implique, bien entendu, la création d'un système de recyclage des spécialistes de tous niveaux.

C'est dans le même ordre d'idées qu'il faut considérer la reconversion des ouvriers qui, en raison du progrès technique, doivent changer de profession ou de lieu de travail.

La continuité de l'instruction est assurée grâce à une série de mesures, formes et méthodes d'enseignement à tous les échelons, dont les

éléments essentiels sont : *unité des exigences de programmes en ce qui concerne les disciplines d'instruction générale* lors du passage de l'élève de huitième année à l'école secondaire et ensuite supérieure ; *système des cours du soir et par correspondance* permettant de continuer l'instruction sans quitter l'emploi ; *système d'élévation de la valeur professionnelle* des spécialistes diplômés convoqués tous les 5 à 6 ans aux centres spéciaux (médecins, enseignants) ou facultés (ingénieurs, agronomes, zootechniciens, et certains autres) de perfectionnement ; *recyclage d'ouvriers qualifiés* réalisé grâce à un système d'écoles de maîtrise, d'écoles du travail communiste, de cours de reconversion. Dans cette continuité de l'instruction, une place à part revient aux cours du soir et par correspondance, phénomène qui doit être analysé plus en détail.

Cours du soir et par correspondance

Selon le recensement de 1970, le taux des personnes ayant une instruction secondaire incomplète (y compris ceux qui avaient fait 7 années avant 1961) était de 47,30% de la population. Des centaines de milliers de travailleurs praticiens qui n'ont ni l'instruction supérieure ni secondaire spécialisée occupent des postes de techniciens, d'ingénieurs, de chefs d'atelier et d'entreprise.

Beaucoup d'entre eux brûlent du désir de poursuivre leurs études sans quitter l'emploi. Le mieux est donc de s'inscrire aux cours du soir ou par correspondance.

Quant à l'importance de ces formes d'ensei-

gnement, il suffit de dire que 600 000 personnes reçoivent chaque année ces diplômes d'études secondaires sans quitter leur emploi à l'usine ou au kolkhoze.

La moitié des élèves des écoles secondaires spécialisées suivent des cours du soir ou par correspondance. L'enseignement supérieur sans quitter l'emploi a reçu lui aussi une extension spectaculaire, comme l'atteste le tableau ci-dessous. *

	1940/41	1950/51	1960/61	1970/71
Nombre total d'étudiants au début de l'année scolaire (en milliers de personnes)	812	1 247	2 396	4 581
dont : ceux qui font leurs études aux cours du soir,	27	27	245	658
par correspondance	227	402	995	1 682

Or, les statistiques montrent que la moitié des étudiants fréquentent les cours du soir ou par correspondance.

Il existe dans le pays des dizaines d'écoles supérieures desservant uniquement les étudiants par correspondance. Beaucoup d'autres possèdent des facultés, des sections ou filiales avec cours du soir ou par correspondance. En outre, des centaines de centres de consultations pour

* *L'économie nationale de l'U.R.S.S. en 1970. Statistiques*, 1971, p. 637.

les étudiants par correspondance sont créés dans les villes et centres industriels.

Les règles d'admission aux cours du soir ou par correspondance sont les mêmes que pour les facultés à temps plein. Mais à titres égaux, la priorité est accordée aux postulants qui travaillent déjà dans la branche de l'économie de la même spécialisation que la faculté en question.

Les études durent une année de plus que dans les facultés à temps plein.

Les programmes, les plans d'études et les manuels sont les mêmes. En outre, les étudiants par correspondance ont à leur disposition des méthodes spéciales, des recommandations et des indications pour s'instruire eux-mêmes, faire les exercices et résoudre des problèmes spéciaux, utiliser les questionnaires, pour le contrôle, etc. L'étudiant peut passer ses examens à n'importe quel moment de l'année.

En U.R.S.S., l'enseignement du soir et par correspondance n'est pas considéré comme une affaire strictement personnelle, mais comme une question de grande importance pour l'Etat et la société. Aussi crée-t-on toutes les conditions pour ceux qui poursuivent leurs études sans quitter leur emploi ; ils sont libérés des missions pour une longue période ; ils ne travaillent pas dans l'équipe de nuit ou du soir ; ils ont droit à des journées chômées supplémentaires et pour la période des examens à des congés payés supplémentaires jusqu'à 30 jours par an avec, en plus, un congé payé de 120 jours pour leur ouvrage de diplôme ; ils ont droit aussi à un congé sans maintien du salaire.

L'enseignement du soir et par correspondance

n'est pas seulement considéré comme un moyen donnant l'instruction supérieure, mais aussi comme un moyen très important d'élever la qualification des spécialistes en exercice. Mais à part cette forme d'enseignement, il existe un système d'élévation de la valeur professionnelle des spécialistes.

Recyclage des I.T.

Un système uni, groupant de nombreux établissements d'enseignement a été créé dans le pays pour permettre aux ingénieurs et techniciens de s'adapter aux progrès industriel et scientifique.

Ce système prévoit des sessions d'études pour I. T. organisées par branches et spécialités à des intervalles de 4 à 5 ans.

En plus de l'organisation des études, les instituts, facultés et centres de perfectionnement doivent rédiger et publier des plans d'études, programmes, méthodes, résumés des conférences, etc., généraliser et vulgariser les expériences positives acquises dans la conception et dans l'organisation des cours de recyclage.

Durant toute la période d'études, les stagiaires touchent leur salaire moyen. Les frais d'études sont prélevés sur les sommes versées par les organisations et entreprises intéressées aux fonds centralisés des ministères et départements correspondants.

Les stagiaires bénéficient de bonnes conditions d'hébergement avec facilités pour leur travail personnel ; après les conférences et les séminaires on peut engager des discussions autour de la table ronde.

Les spécialistes qui désirent approfondir leurs connaissances dans un domaine nouveau de la science peuvent s'inscrire aux cours supérieurs du soir ou par correspondance, ce qui leur permet d'acquérir en 3 à 4 ans une deuxième spécialité.

Examinons plus en détail le système de l'élevation de la valeur professionnelle des spécialistes de l'agriculture. Des facultés de perfectionnement ont été organisées auprès de 80 écoles supérieures pour les spécialistes et cadres supérieurs. Leur objectif principal est le suivant : perfectionnement des connaissances dans la technologie de la production agricole ; introduction de la chimie ; bonification des terres ; mécanisation des processus de production, etc., le tout s'appuyant sur les plus récents acquis de la science et de la technique ainsi que sur l'expérience d'avant-garde.

Chaque année, ces facultés de perfectionnement et de promotion réunissent des dizaines de milliers de personnes. Les sessions d'études durent de 3 à 6 mois, au cours desquels les stagiaires ne travaillent pas. Le traitement moyen, l'ancienneté, le droit aux congés payés, etc., leur sont maintenus.

Le ministère de l'Agriculture possède en outre 230 centres de perfectionnement fonctionnant près les collèges d'agronomie, instituts de recherches scientifiques et stations d'essais des machines, destinés aux cadres moyens : agronomes, zootechniciens, aide-médecins vétérinaires, spécialistes de la motoculture, hydrotechniciens, etc. La durée du stage est de 2 à 3 mois, on leur verse un salaire et on leur assure d'autres conditions nécessaires.

Vingt-quatre facultés ont été créées pour le perfectionnement des connaissances économiques. Elles sont destinées aux cadres supérieurs et spécialistes de l'agriculture ayant leur supérieur. Les études y sont faites près les écoles supérieures par correspondance en une année ; un congé payé de 30 jours avec maintien du salaire est accordé pour la période des examens.

Le recyclage et la reconversion des ouvriers qualifiés occupent également une grande place dans le système de l'élévation constante de l'instruction. Il existe à ces fins des écoles de maîtrise, du travail communiste et toutes sortes de cours. Là aussi, les chiffres sont éloquentes. Ont reçu une formation professionnelle, sont passés par le recyclage à la production et aux cours ainsi que par d'autres formes d'instruction (à part l'instruction politique) 9 491 000 ouvriers en 1940-1941 ; 10 591 000 en 1950-1951, 10 909 000 en 1960-1961 et 18 822 000 en 1970-1971.

Le développement de toutes les modalités d'enseignement qui contribuent à élever la valeur professionnelle et le niveau culturel des travailleurs a toujours été un souci majeur du parti communiste, du gouvernement et des syndicats soviétiques.

En septembre 1971, le Comité central du P.C.U.S. a adopté une décision « Sur l'amélioration de l'instruction économique des travailleurs ». Un large programme y est tracé, qui répond aux impératifs du temps. Notre époque est caractérisée par les rythmes accélérés du progrès de la science et de la technique qui implique le remplacement rapide de la base matérielle de la production, la modernisation et la

construction des entreprises basées sur une technologie entièrement nouvelle.

Le progrès scientifique et technique rend plus complexes les liens économiques entre les entreprises, secteurs et branches et dans l'ensemble de l'économie nationale. Ainsi, comme le soulignait la Décision du C.C. du P.C.U.S. : « La formation économique devient une condition importante de l'élévation du niveau scientifique de la gestion économique, de l'essor des initiatives, de la participation des travailleurs à la gestion, de la réalisation du programme de développement économique tracé par le XXIV^e Congrès du P.C.U.S. » *

Les connaissances économiques sont nécessaires à tous les travailleurs pour mieux comprendre les tâches et les objectifs généraux, c'est-à-dire la politique économique du parti. Les connaissances économiques concrètes, l'étude des particularités du développement d'une branche donnée de l'économie, celle où travaille l'intéressé, permettent à chacun d'aborder en connaissance de cause les aspects économiques du développement de l'entreprise ou de la branche donnée, et de participer à l'activité de l'entreprise, de l'atelier ou du secteur et à l'analyse de cette activité. Les connaissances économiques constituent un facteur de la plus haute importance garantissant aux travailleurs une participation réelle à la gestion de leur entreprise dans le cadre d'une démocratisation toujours plus poussée au cours de l'édification communiste.

La Décision du C.C. du P.C.U.S. donne une appréciation positive du travail accompli dans

* La *Pravda* du 16 septembre 1971.

la propagande des connaissances économiques, tout en déplorant certaines lacunes. Il y est constaté, par exemple, que certains dirigeants des ministères, départements, entreprises, sovkhoses et kolkhozes ne possèdent pas une connaissance suffisante de l'analyse économique de leurs activités. Ils s'avèrent parfois incapables d'argumenter, de prendre des décisions et d'apprécier les résultats du travail du point de vue de son efficacité économique. L'école supérieure ne satisfait pas encore tous les besoins du pays en économistes possédant des connaissances approfondies dans l'économie de la production, l'organisation scientifique du travail et la gestion. Le niveau et les méthodes d'utilisation des ordinateurs laissent à désirer.

« Il est recommandé, lit-on dans la Décision, d'axer l'instruction économique des travailleurs sur l'étude de la politique économique du parti élaborée à son XXIV^e Congrès, des lois de développement économique de la société, des principes et des méthodes léninistes de gestion économique et d'organisation de la production. » L'instruction économique doit stimuler les initiatives créatrices des travailleurs pour rendre la production encore plus efficace, inculquer à chaque travailleur une attitude communiste envers le travail et la propriété socialiste. Il est de la plus haute importance que l'étude de l'économie soit associée à l'application des connaissances fondées sur l'expérience pratique et à la participation de tous les travailleurs à la solution des problèmes économiques qui se posent devant la collectivité. Les résultats de l'émulation du peuple tout entier pour l'exécution des plans économiques dépendent de l'apport de

chaque travailleur. A son tour, cette contribution dépend dans une grande mesure du niveau professionnel. Voilà pourquoi la formation économique est considérée comme une partie importante d'une bonne qualification. De ce fait, le Comité d'Etat du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., chargé de l'enseignement technique professionnel, est appelé à assurer une formation économique plus approfondie des élèves de son ressort. Le C.C. du P.C.U.S. a fait état également de la nécessité d'exiger davantage de la formation économique en établissant la catégorie professionnelle des ouvriers et des kolkhoziens, et lors de la promotion des spécialistes à un poste nouveau. Il est prévu d'apporter des modifications aux tarifs et qualifications.

La thèse de la Décision qui stipule que l'enseignement économique doit être différencié, compte tenu de la spécificité de chaque entreprise et branche de l'économie, du caractère du travail des différentes catégories d'ouvriers est surtout importante. L'enseignement économique de différentes catégories de travailleurs est en pleine expansion. Les ministères et les départements de l'U.R.S.S. et des républiques fédérées sont chargés d'établir le volume approximatif des connaissances économiques, compte tenu des particularités des branches et des entreprises.

Les ministères et départements, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et secondaire spécialisé et le Comité d'Etat du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. chargé de la formation technique professionnelle doivent élaborer des plans d'études et des programmes d'enseignement économique dans le cadre du recyclage des professionnels de tous les

échelons : spécialistes, ouvriers, employés, kolkhoziens, etc. Le Comité central estime qu'une des tâches immédiates des organismes de gestion du parti, de l'Etat et des syndicats consiste à choisir et à préparer les propagandistes et enseignants pour toutes les formes de l'instruction économique.

Sociétés bénévoles de masse

Un rôle important dans la vie sociale du pays, dans la continuité de l'enseignement et le développement de l'œuvre scientifique et technique revient aux sociétés scientifiques et techniques et à la Société d'inventeurs et de rationalisateurs de l'U.R.S.S., qui fonctionnent sous la direction des syndicats.

Ces sociétés bénévoles de masse groupent actuellement près de neuf millions d'ingénieurs, de techniciens, de scientifiques, de spécialistes de l'agriculture et d'ouvriers-novateurs.

Leurs activités doivent stimuler l'initiative de leurs membres dans l'élaboration des problèmes de la science, de la technique, des technologies de pointe, de l'économie, de l'organisation du travail et de la gestion sur une base scientifique, de la mécanisation complexe et de l'automatisation intégrales des processus de la production, et de l'amélioration de la qualité de la production. Ces sociétés prennent une part active à la réalisation d'une politique technique unie, à la mise au point et à la réalisation des plans de recherche, à l'introduction des plus récentes acquisitions de la science et de la technique dans l'économie nationale.

La Société d'inventeurs et de rationalisateurs

de l'U.R.S.S. et les sociétés scientifiques et techniques font participer les travailleurs à la création scientifique et technique, organisent des équipes de scientifiques, d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers, appelées à résoudre collégialement les problèmes d'actualité de la production ; elles développent la participation bénévole des travailleurs à l'accélération du progrès scientifique et technique, organisent des conférences et des tables rondes, des concours de projets de nouvelles constructions de machines, mécanismes, matériaux, processus technologiques, ainsi que de la meilleure proposition en vue d'économiser le métal, les matières premières, le combustible, l'électricité.

Le système d'Etat de recyclage et de perfectionnement des ingénieurs et cadres supérieurs est complété par les activités de ces associations qui offrent aux spécialistes de nouvelles possibilités de s'initier aux toutes récentes réalisations de la science et de la technique.

Les universités populaires du progrès scientifique et des connaissances économiques, les instituts sociaux de brevets, les universités de création technique, les cours, stages d'études et écoles de l'expérience d'avant-garde, les conférences publiques, les émissions spéciales de la radio et de la télévision, la publication de divers articles dans les revues et brochures, les voyages d'études, excursions, visites d'entreprises apparentées, etc., sont autant de formes utilisées pour élever le niveau de connaissances techniques et la valeur professionnelle des I.T. et des ouvriers novateurs.

CHAPITRE V

Etudes scientifiques des problèmes de l'économie de l'enseignement

Dans les chapitres précédents, nous avons examiné les principaux aspects de l'instruction en U.R.S.S., en nous appliquant surtout à montrer le rapport qui existe entre le développement de l'enseignement et la révolution scientifique et technique, le progrès économique en général. Même ce bref aperçu montre les succès impressionnants obtenus en U.R.S.S. dans la création d'un système d'enseignement socialiste.

Son perfectionnement, l'amélioration constante de la formation de cadres qualifiés pour l'économie nationale, répondant aux exigences de la révolution scientifique et technique et du progrès économique, impliquent de nouveaux efforts en vue de mettre au point les problèmes scientifiques de l'économie, de l'organisation et de la gestion de l'enseignement.

L'aspect économique de l'instruction a acquis une très grande importance. Facteur essentiel du développement économique du pays, l'ins-

truction est, elle-même, une branche de l'économie nationale exigeant de grandes ressources matérielles et humaines.

L'envergure même de l'enseignement qui englobe des millions de personnes, le travail de l'armée immense de maîtres d'école et d'enseignants de l'école supérieure revêtent une sérieuse importance économique. Aussi peut-on parler de nos jours d'une branche spéciale de la science économique : l'économie et l'organisation de l'instruction.

Qu'étudie l'économie de l'instruction ?

Une des tâches principales de l'économie de l'instruction consiste à révéler plus pleinement l'aspect économique des conditions matérielles nécessaires à chaque instant pour que les membres de la société atteignent un niveau d'instruction déterminé. A ces fins, il faut tenir compte de la situation générale de l'économie du pays et des moyens qui peuvent être assignés à ses besoins. Voilà pourquoi, pour étudier les problèmes de l'économie de l'instruction, il est nécessaire d'analyser le revenu national, le rapport entre les fonds d'accumulation et de consommation. Le fonds d'accumulation n'est pas seulement utilisé pour élargir et perfectionner la production, mais aussi pour compléter les fonds non productifs, y compris ceux des établissements de l'instruction publique (construction et équipement d'écoles, d'instituts, de collèges techniques, de foyers, etc.) Le fonds de consommation divisé en fonds de consommation sociale et individuelle a, lui aussi, un rapport direct avec

l'économie de l'instruction. En effet, le fonds de consommation individuelle comprend le fonds de la rémunération du travail, y compris des enseignants, des bourses des étudiants, etc., tandis que le fonds de consommation sociale comprend le fonds alloué au développement de l'instruction publique, de la recherche, de la culture, etc.

Mettre au point les structures optimales des fonds de l'utilisation du revenu national, et notamment du point de vue de l'économie de l'instruction, est une tâche compliquée. Car les sommes investies dans l'instruction et la culture sont amorties après une longue période. Aussi, en envisageant le problème sous l'angle du moment présent, risque-t-on de vouloir limiter les assignations à ce domaine, ce qui serait une erreur : les investissements dans l'instruction, la science, la culture, la santé publique déterminent l'accroissement de la productivité sociale du travail et ont en définitive un énorme effet économique.

L'instruction joue un rôle de premier plan dans la reproduction de la main-d'œuvre qualifiée, qui est un des facteurs essentiels de tout le processus de la reproduction sociale. Pour cette raison, l'économie de l'instruction publique étudie les rapports réciproques entre l'instruction et les autres branches de l'économie nationale, ce qui permet de déterminer son rôle dans le développement économique du pays. L'analyse de l'interaction de l'instruction et du progrès scientifique et technique revêt une importance considérable. La formation des cadres est un des éléments décisifs du progrès scientifique et technique et de l'élévation de la pro-

ductivité sociale du travail au même titre que le niveau de l'équipement technique des entreprises, l'organisation scientifique du travail et les stimulants économiques. En outre, en mettant au point, par suite de ses recherches, des technologies et des équipements nouveaux et en assurant la mise en œuvre des acquis de la science dans la production, l'école supérieure accélère la transformation de la science en une force productive directe. Dans le même temps, le progrès scientifique et technique exerce une influence énorme sur le développement de l'instruction publique exigeant des spécialistes un niveau culturel et professionnel toujours plus élevé.

Outre la question de ses rapports avec les autres branches de l'économie et avec l'ensemble de l'organisme économique du pays, l'économie de l'instruction publique doit faire face à des problèmes « intérieurs », pour ainsi dire. Parmi ces derniers, le plus important est celui de la planification de l'instruction, qui est une composante organique de la planification de l'économie nationale, où un rôle de premier ordre revient à l'équilibre entre la main-d'œuvre et la formation des spécialistes.

Il existe des proportions objectives entre les différents secteurs de l'instruction (enseignement secondaire général, enseignement supérieur ou secondaire spécialisé, enseignement technique professionnel). Ainsi qu'une corrélation étroite entre la formation planifiée de l'ensemble des spécialistes et les ressources générales de main-d'œuvre, entre la préparation planifiée de telle ou telle catégorie de professionnels et les besoins en spécialistes qualifiés des différentes

branches de l'économie. Il est important de tenir compte non seulement des proportions déjà existantes, mais aussi des nouvelles tendances qui se font jour dans la formation des cadres. Il est à noter qu'une des particularités de l'action de la loi du développement systématique et harmonieux de l'économie nationale dans l'instruction consiste en ce que les « conséquences » de telle ou telle réforme se font pleinement ressentir non pas aussitôt, mais durant la vie de toute une génération. C'est la raison pour laquelle l'économie de l'instruction publique se trouve devant l'impérieuse nécessité de mettre au point les principes de base de la planification à long terme du développement de l'instruction à tous les niveaux, compte tenu des tendances du progrès scientifique et technique.

La reproduction régulière de la main-d'œuvre suppose différentes formes de préparation des cadres et, par conséquent, une grande variété de types d'établissements et de formes d'enseignement (à temps plein, cours du soir et par correspondance). Il faut en tenir compte en planifiant le réseau des écoles secondaires générales, collèges techniques, écoles supérieures et secondaires spécialisées et leurs effectifs. Ainsi, pour l'enseignement général, il importe de prévoir les proportions optimales des écoles-internats, écoles et groupes avec étude surveillée, écoles du soir pour les jeunes ouvriers et paysans, etc. Autres tâches essentielles : la répartition judicieuse des moyens financiers par formes et catégories d'enseignement ; la prévision des besoins de l'encadrement ; la planification des investissements aux grands travaux et aux travaux de rénovation.

Les dépenses à l'achat d'équipement et aux

grandes réparations constituent le fonds d'amortissement destiné à renouveler les fonds fixes de l'enseignement. Les sommes allouées à cet effet constituent 6,2% du total des dépenses et sont utilisées intégralement au cours d'une année.

Les fonds fixes sont complétés par les investissements dont le volume est de 5,8% par rapport à l'ensemble des dépenses ; ces moyens sont eux aussi dépensés au cours d'un seul exercice, bien que les fonds fixes soient utilisés pendant plusieurs années.

La part des dépenses destinées au renforcement de la base matérielle (y compris les réparations) ne cesse d'augmenter par rapport à l'ensemble des dépenses à l'instruction : elle a presque doublé de 1950 à 1970. Sa part la plus grande est constituée par les traitements des enseignants. Aussi dans l'économie de l'instruction, une place importante est-elle réservée aux principes de l'organisation de la rémunération des enseignants scolaires et universitaires et aux autres stimulants matériels.

Les traitements (allocations-maladie comprises) constituent 68% des dépenses dans l'enseignement général et 42,6% dans le professionnel. Les établissements d'enseignement professionnel dépensent 23,6% des assignations en bourses allouées aux étudiants des instituts, des établissements secondaires spécialisés et des écoles techniques professionnelles, alors que dans l'enseignement général ces dépenses sont pratiquement inexistantes.

L'économie de l'instruction publique peut être considérée comme une science qui étudie le caractère de la manifestation et les particularités

de l'action des lois économiques du socialisme dans une des branches de l'économie du pays : l'instruction. Elle analyse la répartition des moyens matériels et financiers que la société assigne à l'instruction, à la reproduction élargie de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour satisfaire les besoins de l'économie, de la science et de la culture et à l'éducation de l'homme de la société communiste.

L'économie de l'instruction comprend des secteurs étudiant chacun des problèmes spécifiques de l'enseignement général, professionnel et technique et de l'enseignement supérieur et secondaire spécialisé.

Recherches scientifiques relatives aux problèmes de l'économie de l'instruction

A l'heure actuelle, le problème social et économique immédiat du développement de l'instruction consiste à perfectionner le réseau scolaire en rapport avec les exigences de l'économie et de la pédagogie. Il s'agit de prévoir dans chaque district et région des écoles de dimensions optimales, de créer des internats auprès des écoles et des groupes avec étude surveillée, compte tenu des plans à long terme de l'agrandissement et de la modernisation des bourgs et des agglomérations de type urbain. Des recherches dans ce sens ont été effectuées ou sont en cours dans les républiques socialistes soviétiques de Lituanie et du Tadjikistan, en Ukraine et dans la région de Moscou.

Afin que tous les jeunes aient l'instruction secondaire générale, il existe tout un ensemble

d'établissements : école secondaire, collège technique, école technique professionnelle, école de maîtrise à l'usine qui dispense en même temps un enseignement général. Cette possibilité de se spécialiser après la 8^e année de scolarité permet la combinaison scientifiquement fondée de l'instruction générale et de la formation technique professionnelle. Dans ces conditions, il importe de conserver l'unité de la formation secondaire générale avec un minimum obligatoire de connaissances sans lesquelles il ne peut pas y avoir d'instruction générale. Les écoles secondaires spécialisées (collèges techniques) de l'U.R.S.S. ont accumulé une riche expérience dans ce domaine.

L'étude intégrale des problèmes de l'enseignement secondaire général suppose l'analyse scientifique des proportions à établir entre différents types d'enseignement, la concertation des programmes des disciplines de base, en fonction des tâches de l'enseignement professionnel et polytechnique.

Au cours du quinquennat écoulé, les scientifiques de l'U.R.S.S. ont fourni de grands efforts dans l'analyse des problèmes de l'économie et de la planification de l'enseignement supérieur.

Par suite de l'application de la Décision du C.C. du P.C.U.S. et du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. en date du 3 septembre 1966 « Sur les mesures à prendre pour améliorer la formation des spécialistes et perfectionner la gestion de l'instruction supérieure et secondaire spécialisée », beaucoup d'écoles supérieures du pays ont activé leurs recherches dans le domaine de l'économie et de la planification de l'enseignement supérieur.

On peut mentionner les orientations essentielles suivantes des recherches relatives aux problèmes actuels de l'économie de l'enseignement supérieur qu'ont effectuées les écoles supérieures de l'U.R.S.S. au cours du quinquennat écoulé : efficacité économique de l'instruction, effet économique de la recherche universitaire, perfectionnement de la planification du développement de l'enseignement supérieur, questions économiques et financières de l'école supérieure, problèmes méthodologiques de la prospective de l'enseignement.

Des équipes de chercheurs travaillant dans ce domaine se sont constituées dans plusieurs écoles supérieures. Ainsi, en 1968, un secteur de l'économie de l'enseignement supérieur a été créé près le laboratoire de la main-d'œuvre à l'Université de Moscou. L'Institut d'aviation de Moscou possède dans son laboratoire d'organisation scientifique du travail une section qui étudie l'efficacité des recherches et expériences effectuées dans l'école supérieure. L'Institut pédagogique Lénine de Moscou a un laboratoire de recherches sociales et économiques dans le domaine de l'instruction publique. Des groupes moins importants de professeurs se penchent sur les problèmes de l'économie de l'enseignement supérieur, par exemple, à l'Institut des finances de Moscou, à l'Université de Voronège, à l'Institut de l'économie nationale d'Alma-Ata, à l'Institut polytechnique de Tallinn, etc.

Le laboratoire de la démographie à l'Université de Moscou s'occupe de la répartition judicieuse des écoles supérieures et secondaires spécialisées sur le territoire du pays.

L'équipe de chercheurs du laboratoire de l'In-

stitut pédagogique Lénine de Moscou a élaboré des méthodes et calculé l'efficacité économique (générale) de l'instruction et son influence sur l'élévation de la productivité du travail des ouvriers industriels. Les recherches faites par ce laboratoire dans plusieurs usines de Moscou, Kharkov, Ivanovo ont montré que chez la plupart des ouvriers le taux de rendement augmente proportionnellement à l'élévation de leur niveau d'instruction. Ainsi, parmi les ajusteurs-outilleurs de 4^e catégorie, ayant 5 ans d'ancienneté, le rendement de ceux qui ont une instruction secondaire de 8 ans dépasse de 35 % celui des ouvriers qui ont une instruction plus sommaire. La productivité du travail des ouvriers ayant une instruction secondaire complète à cycle long (de 10 ans) est de 25 % plus élevée que celle de leurs collègues ayant une instruction de 8 ans. Parmi les ouvriers desservant les machines-outils, qui ont la même ancienneté et catégorie professionnelle, cette augmentation est de l'ordre de 15 à 20 %. Ces résultats sont corroborés par les données du laboratoire sociologique de l'Institut pédagogique de Tchéliabinsk qui, après avoir analysé le travail de 26 600 ouvriers, a conclu que l'élévation d'une classe du niveau d'instruction générale d'un ouvrier correspond à une augmentation moyenne de son rendement dans la production de 1,5 à 2 % dans les constructions mécaniques, de 0,4 à 0,7 % dans la sidérurgie et de 1,5 à 2,2 % dans l'industrie légère.

Il existe un rapport direct entre le niveau d'instruction des ouvriers et le temps qu'ils mettent à assimiler les nouveaux genres de travail : chaque année d'instruction générale (de

la 6^e à la 10^e) correspond à une accélération de 50% en moyenne.

Une commission de l'économie de l'enseignement supérieur a été créée au sein du conseil scientifique et technique du ministère de l'Enseignement supérieur et secondaire spécialisé pour unir les efforts des savants et aider les écoles supérieures à mener ces investigations. Cette commission contrôle systématiquement les travaux de recherche des écoles supérieures dans le domaine de l'économie de l'enseignement supérieur, prévus par le plan coordonné, elle examine, avec le concours des spécialistes, les comptes rendus des résultats obtenus, présentés au ministère par les instituts-pilotes.

Problèmes économiques de la planification à long terme et de la prospective de l'instruction

Dans les conditions actuelles, non seulement la planification courante, mais aussi la planification à long terme et la prospective acquièrent une importance croissante.

Les chercheurs soviétiques accordent à présent une grande attention à ces problèmes, en se penchant tant sur la question du contenu de la prévision que sur les principes méthodologiques de son étude. Ces recherches sont étroitement liées à la prospective relative à l'ensemble de la science et de la technique, des branches de l'économie et à toute l'économie nationale.

Le schéma est grosso modo le suivant : la prévision pour une période de 20 à 25 ans, un plan à long terme pour 10 à 15 ans, un plan

à terme moyen ou un plan-directive pour une période de 5 ans. L'élaboration de chaque plan suivant pour un laps de temps plus court doit s'appuyer sur le plan ou la prévision pour une période plus longue.

Les indices des plans et prévisions à long terme dans l'instruction concerneront évidemment les aspects qualitatifs de ses différents secteurs.

Il importe surtout de caractériser l'évolution prévue des écoles secondaires générales, techniques professionnelles, collèges techniques, instituts dans leur corrélation. Les pronostics doivent comprendre les mesures essentielles nécessaires pour perfectionner tout le système ou le modèle de l'instruction en fonction des changements prévus dans le développement de la production et de la société au cours de la période donnée.

Au cours des vingt ans à venir, le nombre et la part des employés augmentera considérablement en U.R.S.S. par rapport au total des effectifs occupés dans la production industrielle. Ceci s'explique par la croissance du volume de l'information et de son dépouillement complexe, par la nécessité de perfectionner les services d'équipement et d'approvisionnement matériel et technique et par une redistribution partielle des fonctions entre employés et I.T. (passage d'une partie des fonctions auxiliaires des I.T. aux employés). Le progrès technique et la mécanisation croissante des travaux de bureau modifient le caractère du travail des employés, ce qui entraînera leur différenciation en fonction du niveau de leur qualification et l'accroissement de la division fonctionnelle du travail.

Par conséquent, le travail des employés se rapprochera du travail industriel et leur situation de celle des ouvriers.

Malgré l'accroissement absolu de leur nombre, la part des ouvriers industriels diminuera durant la période allant jusqu'en 1990. Cela est dû, comme nous l'avons déjà souligné, à l'accroissement du nombre des I.T. et des employés. Alors que le nombre total des ouvriers et employés augmentera de 56 % de 1970 à 1990, celui des diplômés des écoles supérieures et secondaires spécialisées s'accroîtra de plus du double.

Dans les années à venir, la part des spécialistes par rapport à la masse des salariés s'élèvera, mais une certaine redistribution sera effectuée dans la composition des diplômés, en faveur des spécialistes ayant leur secondaire.

Ces modifications se produiront grâce au fait que l'enseignement secondaire général sera obligatoire en U.R.S.S. Le nombre des jeunes de 20 à 24 ans poursuivant leurs études supérieures augmentera vers le milieu des années 80 de 35 à 40 %. La moitié environ des jeunes gens qui participeront pour la première fois à la vie active auront accompli des études dans les collèges techniques ou les écoles techniques professionnelles.

On évalue à 2 100 000-2 200 000 le nombre d'ouvriers qualifiés qui seront formés annuellement vers 1980 dans le cadre de l'enseignement technique professionnel. Sur ce total, plus d'un million sera diplômé des collèges techniques avec une instruction secondaire générale. Une importante partie de leurs sortants éduqueront les jeunes qui ont une instruction secondaire à cycle long (10 ans).

Le nombre des jeunes professionnels à former et leur répartition par catégorie d'établissement seront évalués sur la base des calculs équilibrés du besoin en main-d'œuvre.

Quant à l'école supérieure, le principe méthodologique de la prévision de son évolution est le suivant : l'extension et l'amélioration constante de la formation des cadres de qualification supérieure ainsi que l'accroissement de l'efficacité de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire découlant des progrès techniques et technologiques de la production sociale, des changements structuraux dans l'économie nationale et de l'extension sans précédent de l'information scientifique et technique.

Les prévisions peuvent être calculées en tenant compte des tendances de développement à long terme de l'ensemble de l'économie nationale et de chacune de ses branches.

Ces derniers temps, on forme des cadres supérieurs de spécialités et spécialisations nouvelles ; chaque école et faculté a une spécialisation plus prononcée. On assiste en même temps au perfectionnement des programmes et plans d'études, à l'intensification des études. Une attention plus soutenue est accordée au travail individuel et aux activités scientifiques des étudiants. Des progrès ont été enregistrés également dans le système de perfectionnement des connaissances scientifiques et techniques des spécialistes, destiné à développer les connaissances déjà acquises sur la base des nouvelles découvertes de la science et de la technique et de l'expérience pratique ; on introduit des éléments de l'organisation scientifique du travail et de l'enseignement dans les écoles supérieures, ainsi que

les moyens techniques de son organisation.

Nous avons passé en revue certains aspects de la prospective dans le domaine de l'instruction. A mesure que ces travaux progresseront, on verra se perfectionner aussi les méthodes de la prospective de l'instruction, qui est une composante importante de la prévision sociale et économique de l'évolution de la société dans la voie du communisme.

* * *

L'instruction en U.R.S.S. sert la noble mission humanitaire consistant à former des hommes harmonieusement développés, dévoués à leur Patrie et à l'idéal communiste, à élever le niveau matériel et culturel du peuple. Tous les types d'enseignement, du primaire au supérieur, sont gratuits et accessibles à chacun. La scolarité secondaire obligatoire, les bourses et autres facilités accordées aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécialisé ne déclarent pas seulement le droit à l'instruction et au développement des dons et capacités de chaque homme, mais sont garantis par les conditions réelles qui sont créées pour que chaque membre de la société puisse réaliser son droit. Ces conditions assurent en même temps la formation d'ouvriers qualifiés, de spécialistes, de scientifiques et d'artistes nécessaires au développement de l'économie, de la science et de la culture du pays.

Dans les pays capitalistes évolués, le caractère de classe du système de l'éducation nationale donne des avantages énormes aux possédants. Il n'est pas rare d'ailleurs que des spécialistes

ayant une instruction secondaire ou supérieure n'y trouvent pas d'emploi, bien que certaines branches de l'économie en aient besoin. Cela s'explique avant tout par le caractère contradictoire de la reproduction capitaliste dans son ensemble. Les raisons en sont nombreuses. Etant donné l'accroissement de la reproduction sociale, il se produit une tendance très nette à l'augmentation du taux du travail qualifié, tendance qui se manifeste surtout dans les pays capitalistes industrialisés. Mais pendant la période de crise économique, la demande en main-d'œuvre qualifiée diminue, ce qui entraîne la réduction de la formation de nouveaux effectifs. La situation actuelle du marché du travail aux Etats-Unis, en France, au Japon témoigne de la pénurie de la main-d'œuvre qualifiée. Les Etats-Unis, par exemple, manquent d'ingénieurs de haut niveau, de professeurs, de techniciens et de chercheurs. On a tendance à résoudre partiellement ce problème en important des spécialistes qualifiés d'Europe occidentale. Ainsi, l'opinion britannique est alarmée par la « fuite des cerveaux », c'est-à-dire l'« exode » des spécialistes qualifiés aux Etats-Unis où on leur promet une rémunération plus élevée et d'autres avantages matériels. Selon les calculs des hommes d'affaires américains, l'importation de spécialistes étrangers coûte moins cher que leur formation dans le pays. Stimulée par l'automation et la mécanisation de la production, cette tendance devient de plus en plus menaçante.

Les intérêts de la production moderne hautement mécanisée exigent la présence d'ouvriers qualifiés ayant un assez haut niveau de formation générale et technique. Cependant, ces

mêmes intérêts entrent en conflit avec la tendance capitaliste de donner rapidement aux ouvriers une spécialisation restreinte, c'est-à-dire de dépenser le moins possible à leur formation.

Le socialisme ignore ces contradictions internes, les intérêts de la société exigeant que chaque travailleur reçoive une bonne instruction de base. Ceci est dû à l'évolution des aptitudes créatrices dans le travail de tous les membres de la société, à la réalisation des tâches de l'éducation des jeunes, à l'élévation du niveau de culture générale du peuple. Le niveau de production actuel exige des ouvriers et des spécialistes des connaissances multiples et une haute qualification. Ce qui caractérise les pays socialistes, y compris l'U.R.S.S., c'est le souci d'encourager moralement et matériellement les travailleurs à pousser le plus loin possible leur formation générale et professionnelle, alors que la reproduction capitaliste des ouvriers qualifiés est marquée par un développement inégal de l'instruction dans différents pays du système capitaliste mondial. Avant l'accession à l'indépendance, la situation de l'enseignement était lamentable dans les pays d'Asie et d'Afrique. A présent, ils font les premiers pas pour surmonter ce retard.

Selon les données de l'UNESCO, au milieu des années 60, l'accès au premier cycle de l'enseignement, le primaire, n'était ouvert, dans beaucoup de pays en voie de développement, qu'à la moitié ou moins des enfants en âge d'aller à l'école.

En U.R.S.S., l'instruction et la formation des ouvriers qualifiés et des spécialistes est une partie intégrante du développement du système so-

cial. Aussi l'instruction publique n'y est-elle pas l'affaire personnelle de chaque individu, mais l'objet du souci constant de toute la société socialiste.

L'unité du système de l'enseignement et la centralisation de la planification à l'échelle du pays permettent d'utiliser le plus judicieusement et efficacement les capitaux investis dans l'enseignement. Ce système assure la combinaison la plus rationnelle et la continuité de tous les genres et types d'enseignement (régulier, du soir, par correspondance), ce qui permet d'obtenir les meilleurs résultats aux moindres frais et dans les délais les plus brefs.

Il existe, comme on le sait, certaines proportions objectives entre les différents niveaux d'instruction (enseignement secondaire général, formation technique professionnelle, enseignement supérieur et secondaire spécialisé). Ces proportions évoluent sans cesse en fonction du niveau du développement de l'économie nationale et du progrès scientifique et technique. Il y a une interdépendance entre les besoins et la formation des spécialistes de tous niveaux. La planification centralisée permet de tenir compte non seulement des proportions existantes, mais aussi des tendances du développement à long terme.

Cette approche des problèmes de l'élévation du niveau de qualification et de la culture générale des travailleurs comme éléments d'un système unique, est en voie d'application au niveau de l'entreprise, du sovkhoze, du kolkhoze et de l'établissement, lorsqu'ils dressent et exécutent leurs plans de développement social. La coordination intrinsèque des organismes de l'instruction publique et de ceux qui sont chargés

de l'utilisation et de la répartition de la main-d'œuvre contribue elle aussi à augmenter notablement l'efficacité de tous les genres et formes d'instruction. Dans le domaine de la formation des ouvriers et des spécialistes, le système socialiste donne la possibilité de faire fusionner les intérêts des entreprises, de l'ensemble de l'économie nationale et de chacune de ses branches avec les intérêts des membres de la société.

TABLE DES MATIÈRES

	Introduction	3
CHAPITRE I.	L'instruction publique en U.R.S.S. et le caractère planifié de son développement	6
CHAPITRE II.	Les problèmes économiques du passage à l'instruction secondaire générale	34
CHAPITRE III.	Formation des spécialistes dans les écoles supérieures	68
CHAPITRE IV.	L'élévation constante du niveau d'instruction des travailleurs	88
CHAPITRE V.	Etudes scientifiques des problèmes de l'économie de l'enseignement	100

В. ЖАМИН

ОБРАЗОВАНИЕ В СССР: СТРУКТУРА И ЭКОНОМИКА

на французском языке

Цена 30 коп.





НАРОДНА РЕПУБЛИКА

БЪЛГАРИЯ

МИНИСТЕРСТВО

НА НАРОДНАТА

ОТБРАНА

462

МИНИСТЕРСТВОТО НА НАРОДНАТА
ОТБРАНА НА ОСНОВАНИЕ УКАЗ № 354
от 1985 г. НА ДЪРЖАВНИЯ СЪВЕТ НА
НАРОДНА РЕПУБЛИКА БЪЛГАРИЯ

удостоверява, че

КАРЛА КАПОНИ

РИМ – ИТАЛИЯ



Е НАГРАДЕН С ЮБИЛЕЕН МЕДАЛ

„40 ГОДИНИ ОТ ПОБЕДАТА НАД
ХИТЛЕРОФАШИЗМА“

463

В УВЕРЕНИЕ НА КОЕТО ИЗДАВА
НАСТОЯЩОТО УДОСТОВЕРЕНИЕ

МЗ № УК..... – 63

НРБ
40
ГОДИНИ
ОТ ПОБЕДАТА НАД
ХИТЛЕРОФАШИЗМА



9 май 1985 г.

Министър на народната отбрана
на Народна република България

[Handwritten signature]

164